

**Chambre
des Représentants**

**Kamer
der Volksvertegenwoordigers**

BUDGET

DES

DÉPENSES ORDINAIRES

POUR L'EXERCICE 1948

TITRE II.

PENSIONS

INDEX

	Pages.
Projet de loi. — Tableau	2
Programme justificatif	12

BEGROTING

VAN DE

GEWONE UITGAVEN

VOOR HET DIENSTJAAR 1948

TITEL II.

PENSIOENEN

INHOUDSOPGAVE

	Bladz.
Ontwerp van wet. — Tabel	3
Verantwoordingsprogramma	12

TITRE DES PENSIONS POUR L'EXERCICE 1948.

Ministère ordon- nateur	Articles	DESIGNATION DE L'OBJET DES DÉPENSES	Montant des crédits par article — Bedrag der kredieten per artikel
Travail et Prévoyance sociale.		PENSIONS DE PRÉVOYANCE SOCIALE.	
		Pensions de vieillesse :	
		Allocation au Fonds de Dotation pour les pensions de guerre, les majorations de rentes de vieillesse et de veuve et les allocations d'orphelins en exécution de l'article 3 B de l'arrêté royal, n° 16, du 22 juillet 1939 :	
	101	Dotation annuelle fr. 210,000,000	
	102	Annuité constante 388,000,000	598,000,000 »
	103	Allocation au Fonds de Dotation pour les pensions de guerre, les majorations de rentes de vieillesse et de veuve et les allocations d'orphelins en vue de l'exécution de l'article 6 de l'arrêté royal, n° 16, du 22 juillet 1939	250,000,000 »
	104	Contribution de l'Etat dans la constitution des rentes de vieillesse et des rentes de veuve (La justification des sommes payées à la charge de l'article ci-dessus se fera par la production des bordereaux récapitulatifs des paiements fournis par les organismes d'assurance prévus par la loi du 18 juin 1930 et par celle du 15 décembre 1937 et approuvés par le Ministre ou son délégué.)	94,000,000 »
	105	Paiement des allocations des veuves	5,000 »
	106	Remboursement à la Caisse Nationale de Compensation des allocations payées par elle en exécution de l'article 101, 2° et 3° des textes de la loi du 4 août 1930	81,520,000 »
		Pensions des ouvriers mineurs :	
	107	Contribution de l'Etat dans les dépenses résultant de l'exécution de la législation concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs (La justification des sommes payées à la charge de l'article précédent se fera par la production des bordereaux récapitulatifs des paiements à fournir par le Fonds national de Retraite des ouvriers mineurs et approuvés par le Ministre ou son délégué.)	990,530,000 »
		ALLOCATIONS MILITAIRES, SECOURS, ETC.	
Budget.	108	Indemnités tenant lieu de pension aux militaires et aux membres du corps de la gendarmerie en instance de pension provisoire et arrérages des pensions militaires provisoires d'invalidité et des pensions provisoires d'ancienneté subséquentes, ainsi que la pension d'ancienneté et d'invalidité des militaires détachés à la Colonie et qui y servent avec droit à une pension coloniale (y compris les arriérés des pensions ou indemnités prenant cours en 1948 ou antérieurement au 1 ^{er} janvier de la même année et, éventuellement, l'indemnité spéciale pour aide d'une tierce personne) accordés : Aux militaires entrés sous les armes après l'armistice A certains militaires mobilisés dont l'invalidité ne trouve pas son origine ou son aggravation entre le 1 ^{er} août 1914 et le 30 septembre 1919 Pensions pour ancienneté Pensions pour invalidité (y compris 44 tranches de partie mobile)	950,000 »

TITEL DER PENSIOENEN VOOR DIENSTJAAR 1948.

Total par nature de pension — Totaal per aard van pensioen	AANWIJZING VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN	Artikelen	Ordonnan- cerend Ministerie
2,014,105,000 "	PENSIOENEN VAN SOCIALE VOORZORG. Ouderdomspensioenen : Uitkering aan het Dotatiefonds, voor de oorlogspensioenen, de ouderdoms- en weduwerentetoeslagen en de wezentoelagen, in uitvoering van artikel 3 B van het Koninklijk besluit, n° 16, van 22 Juli 1939 : Jaarlijkse dotatie Vaste annuïteit Uitkering aan het Dotatiefonds, voor de oorlogspensioenen, de ouderdoms- en weduwerentetoeslagen en de wezentoelagen, met het oog op de uitvoering van artikel 6 van het Koninklijk besluit, n° 16, dd. 22 Juli 1939. Rijksbijdrage tot het vestigen van de ouderdoms- en de weduwerenten (De sommen betaald ten laste van voornoemd artikel zullen verantwoord worden door samenvattende betalingsbordersellen, door de verzekeringsinstellingen voorzien bij de wet van 18 Juni 1930 en bij deze van 15 December 1937 overgelegd en goedgekeurd door de Minister of zijn gelastigde.) Betaling van de weduwentoelagen Terugbetaling aan de Nationale Compensatiekas van de toelagen, die door haar in uitvoering van artikel 101, 2° en 3° der teksten van de wet van 4 Augustus 1930 werden uitbetaald. Pensioenen der mijnwerkers : Rijksbijdrage in de kosten, voortspruitende uit de uitvoering van de wetgeving, betreffende de mijnwerkerspensioenen. (De sommen betaald ten laste van voorafgaand artikel zullen verantwoord worden door samenvattende betalingsbordersellen overgelegd door het Nationaal Pensioenfonds van de mijnwerkers en goedgekeurd door de Minister of zijn gelastigde.) MILITAIRE TOELAGEN, HULPGELDEN, ENZ. Als pensioen geldende vergoedingen aan de tot een voorlopig pensioen voorgedragen militairen en leden van de Rijkswacht en vervallen termijnen van de voorlopige militaire invaliditeitspensioenen en van de daarmee verband houdende voorlopige pensioenen wegens diensttijd, alsmede het pensioen wegens diensttijd en het invaliditeitspensioen der in de Kolonie gedetacheerde en aldaar met recht op een koloniaal pensioen dienende militairen (met inbegrip van de achterstallen van pensioenen of vergoedingen die in 1948 of vóór 1 Januari van hetzelfde jaar ingaan en, eventueel, de bijzondere vergoeding wegens hulp aan een derden persoon) verleend : Aan de nu de wapenstilstand in dienst getreden militairen; Aan sommige gemobiliseerde militairen wier invaliditeit niet tussen 1 Augustus 1914 en 30 September 1919 ontstaan of verergerd is. Pensioenen wegens diensttijd. Invaliditeitspensioenen (met inbegrip van 44 schijven veranderlijk gedeelte).	101 102 103 104 105 106 107 108	Arbeid en Sociale Voorzorg. <

TITRE DES PENSIONS POUR L'EXERCICE 1948.

Ministère ordon- nateur	Articles	DESIGNATION DE L'OBJET DES DEPENSES	Montant des crédits par article Betrag- der kredieten per artikel
Budget.	109	Secours, etc. (y compris, éventuellement, les créances des exercices 1940 et postérieurs) :	
		1. Secours à Mme veuve Cogge (arrêtés royaux du 2 août 1922, du 29 octobre 1927 et du 20 mars 1929) fr.	15,000
		2. Secours viagers dont bénéficient des militaires et membres du corps de la gendarmerie réformés pour infirmités, avant la loi du 24 mai 1912 portant révision des pensions des militaires en dessous du grade d'officier (y compris 44 tranches de partie mobile)	740,000
		3. Indemnités aux militaires et aux membres du corps de la gendarmerie en dessous du rang d'officier, licenciés par réforme et qui ne peuvent prétendre à une pension en vertu des lois coordonnées sur les pensions militaires	5,000
		4. Secours tenant lieu d'augmentation d'allocation à certains ascendants dont plusieurs fils sont décédés en service	5,000
			765,000
	110	Allocations-secours accordées en 1948 aux grands invalides, ainsi qu'aux veuves et ascendants, dont la pension découle de faits du service militaire accompli avant le 10 mai 1940 (y compris, éventuellement, les arriérés pour la période antérieure au 1 ^{er} janvier 1943)	3,000,000
	111	Secours alloués à défaut de pension à d'anciens fonctionnaires, employés, agents sans nomination ou salariés, des cadres temporaires et définitifs, à leurs veuves ou aux membres de leur famille, qui se trouvent dans une position malheureuse et dont ils étaient le soutien, qu'il y ait obligation alimentaire ou non. — Secours alloués, dans des circonstances exceptionnelles à celles de ces personnes qui n'ont qu'une pension ou un traitement de disponibilité minime, tenant lieu de pension, par application de l'article 29 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat (y compris éventuellement l'octroi aux ayants droit d'une allocation compensatoire égale à la différence entre le montant cumulé de la pension de survie et de la pension, ou de l'avance, allouée au titre d'ayant droit de militaire décédé ou de victime civile de la guerre, et les 75 % du traitement d'activité dont l'agent décédé aurait bénéficié normalement) :	
Justice.		1. Justice (y compris les secours à accorder à d'anciens magistrats) fr.	1,000,000
Justice.		2. Secours à accorder pour frais de dernière maladie et de funérailles de magistrats, fonctionnaires, employés et agents salariés à la retraite, des divers services ressortissant au département de la Justice	4,000
Aff. Etrang.		3. Affaires Etrangères	365,000
Intérieur.		4. Intérieur	200,000
Santé Publ.		5. Santé Publique	30,000
Instr. Publ.		6. Instruction Publique (y compris les secours à accorder à d'anciens instituteurs primaires, à d'anciennes institutrices gardiennes communales, adoptés ou adaptables, ainsi qu'à d'anciens membres du personnel des institutions subventionnées d'enseignement technique et agricole et des ateliers d'apprentissage, à leurs veuves ou orphelins)	1,000,000
Agricull.		7. Agriculture (y compris les secours à accorder à d'anciens inspecteurs vétérinaires et à d'anciens vétérinaires du Gouvernement)	150,000
Trav. Publ.		8. Travaux Publics	850,000
Aff. Econ.		9. Affaires Economiques	100,000
Travail et Prév. Soc.		10. Travail et Prévoyance Sociale	150,000
Déf. Nation.		11. Secours tenant lieu de pension à d'anciens agents, à des veuves (ou à la famille) d'anciens agents des services et établissements dépendant du Département de la Défense Nationale, qui ne peuvent prétendre à une pension à la charge d'une institution de prévoyance ou ne bénéficiant pas d'une pension de survie du chef de retenues sur salaire	450,000
Finances.		12. Finances	300,000
Budget.		13. Budget	10,000
Budget.		14. Secours tenant lieu de pension : A d'anciens militaires, à leurs veuves et à leurs familles A des veuves (ou à la famille) de militaires de carrière ne bénéficiant pas d'une pension de survie du chef de retenues sur le traitement du mari ou du père	1,550,000
Budget.		15. Secours tenant lieu de pension à des veuves (ou à la famille) d'anciens gendarmes ne bénéficiant pas d'une pension de survie du chef de retenues sur le traitement du mari ou du père	50,000
Budget.		16. Secours tenant lieu de pension à des veuves d'officiers qui ont contracté mariage après leur mise à la retraite	650,000
			6,859,000

TITEL DER PENSIOENEN VOOR DIENSTJAAR 1948.

Total par nature de pension — Totaal per aard van pensioen	AANWIJZING VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN	Artikelen	Ordonnan- cerend Ministerie
11.574.000	Hulpgetijden, enz. (eventueel met inbegrip van de schuldvorderingen over de dienstjaren 1940 en latere) :	109	Begroting.
	1. Hulpgeteld verleend aan Mevr. de weduwe Cogge (koninklijke besluiten van 2 Augustus 1922, 29 October 1927 en 20 Maart 1929).		
	2. Levenslange hulpgetijden verleend aan militairen en aan leden van de Rijkswacht die wegens lichaamsgebreken op reform gesteld werden vóór de wet van 24 Mei 1912, houdende herziening van de pensioenen der militairen beneden de rang van officier (met inbegrip van 44 schijven veranderlijk gedeelte).		
	3. Vergoedingen aan de militairen en aan de leden van de Rijkswacht beneden de rang van officier, die wegens reform afgeankt zijn en geen aanspraak kunnen maken op een pensioen krachtens de samengeschildte wetten op de militaire pensioenen.		
	4. Als toelageverhoging geldend hulpgeteld aan sommige ascendenten van wie verscheidene zonen onder dienst overleden zijn.		
	Steuntoelagen, in 1948 verleend aan de grootinvaliden, alsmede aan de weduwen en ascendenten, wier pensioen voortvloeit uit feiten van de militaire dienst, volbracht vóór 10 Mei 1940 (eventueel met inbegrip van de achterstellen over het tijdperk vóór 1 Januari 1948).	110	
	Hulpgetijden verleend, bij gebrek aan pensioen aan gewezen ambtenaren, beambten, bedienden zonder benoeming of loontrekkenden van de vaste of tijdelijke kaders, aan hun weduwen of familieleden die in ongelukkige omstandigheden verkeren en wier steun zij waren, met of zonder verplichting tot voeden. — Hulpgetijden verleend in buitengewone omstandigheden, aan degenen onder deze personen die een klein pensioen of een klein wachtgeteld in plaats van pensioen genieten, bij toepassing van artikel 29 van het koninklijk besluit van 30 Maart 1939, betrekking hebbende op het op wachtgeteld plaatsen van de agenten van de Staat (eventueel met inbegrip van de toekenning aan de rechthebbenden, van een compenserende uitkering gelijk aan het verschil tussen het gecumuleerd bedrag van het overlevingspensioen en van het pensioen, of van het voorschot, dat verleend wordt aan rechthebbenden van een overleden militair of van een burgerlijk oorlogsslachtoffer, en de 75 f. h. van de activiteitswedde die het overleden personeelslid normaal zou genieten hebben) :	111	
	1. Justitie (met inbegrip van de hulpgetijden te verlenen aan voormalige magistraten).		Justitie.
	2. Hulpgetijden te verlenen wegens kosten van laatste ziekte en begrafenis van magistraten, ambtenaren, beambten en leden van het loontrekkend personeel, op pensioen gesteld, der onderscheidene van het departement van Justitie afhangende diensten.		Justitie.
	3. Buitenlandse Zaken.		Buit. Zaken.
	4. Binnenlandse Zaken.		Binn. Zak.
	5. Volksgezondheid.		Volksgez.
	6. Openbaar Onderwijs (met inbegrip van de hulpgetijden te verlenen aan voormalige lagere onderwijzers, aan gewezen gemeentelijke, aangenomen en aanneembare bewaarschoolonderwijzeressen, alsmede aan gewezen leden van het personeel van ondersteunde inrichtingen voor landbouw en technisch onderwijs en der leerwerkplaatsen, aan hun weduwen of wezen).		Openb. Ond.
	7. Landbouw (met inbegrip van de hulpgetijden te verlenen aan gewezen veeartsen-inspecteurs en aan voormalige Rijksveeartsen).		Landbouw.
	8. Openbare Werken.		Op. Werken
	9. Economische Zaken.		Econ. Zaken
	10. Arbeid en Sociale Voorzorg.		Arbeid en Soc. Voorz.
	11. Als pensioen geldende hulpgetijden aan oudbedienden, aan weduwen (of aan het gezin) van oudbedienden der van het Departement van Landsverdediging afhangende diensten en inrichtingen, die geen aanspraak kunnen maken op een pensioen ten laste van een verzorgingsinstelling of die geen overlevingspensioen wegens kortingen op het loon genieten.		Landsverd.
	12. Financiën.		Financiën.
	13. Begroting.		Begroting.
	14. Als pensioen geldende hulpgetijden :		Begroting.
	Aan oudmilitairen, aan hun weduwen en aan hun gezinnen;		
	Aan weduwen (of aan het gezin) van beroepsmilitairen die geen overlevingspensioen wegens kortingen op de wedde van de echtgenoot of van de vader kunnen genieten.		
	15. Als pensioen geldende hulpgetijden aan weduwen (of aan het gezin) van gewezen Rijkswachters die geen overlevingspensioen wegens kortingen op de wedde van de echtgenoot of van de vader kunnen genieten.		Begroting.
	16. Als pensioen geldende hulpgetijden aan weduwen van officieren die na hun pensionnering in 't huwelijk getreden zijn.		Begroting.

TITRE DES PENSIONS POUR L'EXERCICE 1948.

Ministère ordon- nateur	Articles	DÉSIGNATION DE L'OBJET DES DÉPENSES	Montant des crédits par article — Bedrag der kredieten per artikel
Budget.		PENSIONS ET ALLOCATIONS PAYÉES A L'INTERVENTION DE LA CAISSE NATIONALE DES PENSIONS DE LA GUERRE (GUERRE 1914-1918).	
	112	Subventions à verser au Fonds de Dotation pour les pensions de la guerre, les majorations de rente de vieillesse et de veuve et les allocations d'orphelin pour le service des pensions, rentes et allocations autres que celles dont le financement est mis à sa charge par l'article 2, § A, de l'arrêté royal, n° 16, du 22 juillet 1939	1,582,910,000 »
	113	Indemnité mensuelle d'attente égale à 20 % (maximum de 500 francs) de la mensualité globale (maximum de 5,250 francs) aux titulaires d'une pension militaire d'ancienneté dans laquelle entre un élément dérivant de la guerre 1914-1918	56,000,000 »
	114	Annuité constante à verser au Fonds de Dotation pour les pensions de guerre, les majorations de rente de vieillesse et de veuve et les allocations d'orphelin, en vue de lui permettre de financer les dépenses énumérées à l'article 2, § A, de l'arrêté royal, n° 16, du 22 juillet 1939	610,000,000 »
Budget.		PENSIONS CIVILES ET ECCLÉSIASTIQUES ET PENSIONS MILITAIRES DU TEMPS DE PAIX, ETC.	
	115	Pensions diverses de l'exercice en cours et des exercices antérieurs clos et périmés (y compris les pensions de retraite pour limite d'âge allouées aux sauveteurs volontaires de l'Administration de la Marine par la loi du 7 mars 1935)	1,147,348,500 »
	116	Indemnité mensuelle d'attente égale à 20 % (maximum de 500 francs) de la mensualité globale (maximum de 5,250 francs) aux titulaires de pensions civiles et de pensions militaires d'ancienneté du temps de paix (Les crédits repris aux articles 115 et 116 ci-dessus pourront être transféré de l'un à l'autre, par arrêté du Régent, suivant les nécessités.)	105,000,000 »
	117	Rentes viagères allouées par le Tribunal arbitral mixte germano-belge	3,300 »
		PENSIONS ET RENTES DIVERSES.	
Instr. Publ.	118	Rente annuelle et viagère à M ^{me} Samain-Lafontaine	18,000 »
Instr. Publ.	119	Pensions des ouvriers, ci-après dénommés, de l'Ecole Industrielle supérieure de l'Etat à Gand qui ont été mis à la retraite avant la reprise de l'Ecole par l'Etat: Berbiers. Hippolyte fr. 16,300 Capelier, Henri 10,100	26,400
Agricult.	120	Rentes annuelles et pensions accordées: 1° à d'anciens agents hors d'état de remplir leurs fonctions; 2° à des veuves et enfants d'agents décédés dans l'exercice de leurs fonctions	4,500
Trav. Publ.	121	Allocations de retraite aux anciens cantonniers et aux anciens ouvriers de la régie permanente du Brabant fr.	750,000
Combustible et Energie.	122	Rentes viagères allouées à d'anciens délégués des mines, accidentés en service, ou à leurs veuves fr.	12,000
Colonies	123	Part d'intervention de l'Etat dans la pension servie à M. J. Gavache par l'Institut de Médecine tropicale « Prince Léopold » fr.	25,782
Communic.	124	Subside à la Caisse du Grand Central belge du chef de majorations de pensions accordées en exécution de la loi du 3 juin 1920	3,100

TITEL DER PENSIOENEN VOOR DIENSTJAAR 1948.

Total par nature de pension — Totaal per aard van pensioen	AANWIJZING VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN	Artikelen	Ordonnan- cerend Ministerie
2,248,910,000	PENSIOENEN EN TOELAGEN UITBETAALD DOOR TUSSENKOMST VAN DE NATIONALE KAS VOOR OORLOGSPENSIOENEN (OORLOG 1914-1918). Subsidien aan het Dotatiefonds voor oorlogspensioenen, ouderdoms- en weduwerentetoelagen en wezentoeelagen te storten voor de dienst der pensioenen, renten en toelagen andere dan die waarvan de financiering bij artikel 2, § A, van het Koninklijk besluit, n° 16, van 22 Juli 1939 te zijne laste werden gesteld. Maandelijke wachtvergoeding gelijk aan 20 t. h. (maximum van 500 frank) van het globaal maandelijks bedrag (maximum van 5,250 frank) aan de titularissen van een uit de oorlog 1914-1918 voortkomend element bevattend militair ancienniteitspensioen. Vaste annuïteit te storten op het Dotatiefonds voor oorlogspensioenen, ouderdoms- en weduwerentetoelagen en wezentoeelagen, met het oog op het financieren der in artikel 2, § A, van het koninklijk besluit, n° 16, van 22 Juli 1939 opgenoemde uitgaven.	112 113 114	Begroting.
1,252,351,800	BURGERLIJKE EN KERKELIJKE PENSIOENEN EN MILITAIRE PENSIOENEN VAN DE VREDESTIJD, ENZ. Diverse pensioenen van het lopend dienstjaar en de vroegere afgesloten en vervallen dienstjaren (waaronder de rustpensioenen wegens grensleeftijd aan de vrijwillige redders van het Bestuur van Zeewezen, bij de wet van 7 Maart 1935 toegekend). Maandelijke wachtvergoeding gelijk aan 20 t. h. (maximum van 500 frank) van het globaal maandelijks bedrag (maximum van 5,250 frank) aan de titularissen van burgerlijke pensioenen en van militaire ancienniteitspensioenen van de vredeestijd. (De bij artikelen 115 en 116 hierboven vermelde kredieten zullen, volgens de noodwendigheden bij besluit van de Regent, van het een op het ander artikel kunnen worden overgedragen.) Lijfrenten door het Duits-Belgisch gemengd Scheidsgerecht verleend	115 116 117	Begroting.
890,782	VERSCHILLENDE PENSIOENEN EN RENTEN. Jaarlijkse en levenslange rente aan Mev. Samain-Lafontaine Pensioenen van hierna vermelde werklieden van de Rijkshogerenijverheidsschool te Gent, die in ruste werden gesteld vóór de overname der school door de Staat: Berbiere, Hippolyte. Capelier, Henri. Jaarrente en pensioenen, verleend: 1° aan gewezen bedienden niet meer in staat hun ambt te vervullen; 2° aan weduwen en wezen van leden van het personeel overleden bij het uitoefenen van hun betrekking. Pensioentegemoetkomingen aan de gewezen kantonniërs en aan de gewezen werklieden van de vaste regie van Brabant. Lijfrenten toegekend aan gewezen mijnafgevaardigden, in dienst door een ongeval getroffen, of aan hun weduwen. Aandeel van de Staat in het aan de heer J. Gavache door het Instituut voor Tropische Ziekten « Prins Leopold » toegekend pensioen. Subsidie aan de « Caisse du Grand Central belge » uit hoofde van pensioensverhogingen verleend bij toepassing van de wet van 3 Juni 1920.	118 119 120 121 122 123 124	Openb. Ond. Openb. Ond. Landbouw Op. Werken Brandstof en Energie. Koloniën Verkeersw.

TITRE DES PENSIONS POUR L'EXERCICE 1948.

Ministère ordon- nateur	Articles	DÉSIGNATION DE L'OBJET DES DÉPENSES	Montant des crédits par article — Bedrag der kredieten per artikel
		SUBSIDES A LA CAISSE DES OUVRIERS DU MINISTRE DU BUDGET.	
Justice	125	Justice	15,000 »
Justice.	126	Justice. — Indemnité mensuelle d'attente	3,000 »
Santé Publ.	127	Santé Publique et Famille	120,000 »
Santé Publ.	128	Santé Publique et Famille. — Indemnité mensuelle d'attente	20,000 »
Instr. Publ.	129	Instruction Publique	30,000 »
Instr. Publ.	130	Instruction Publique. — Indemnité mensuelle d'attente	10,000 »
Trav. Publ.	131	Travaux Publics	800,000 »
Trav. Publ.	132	Travaux Publics. — Indemnité mensuelle d'attente	150,000 »
Aff. Econ.	133	Affaires Économiques	20,000 »
Aff. Econ.	134	Affaires Économiques. — Indemnité mensuelle d'attente	5,000 »
Colonies.	135	Colonies	15,000 »
Colonies	136	Colonies. — Indemnité mensuelle d'attente	3,000 »
Déf. Nation.	137	Défense Nationale	3,330,000 »
Déf. Nation.	138	Défense Nationale. — Indemnité mensuelle d'attente	750,000 »
Finances.	139	Finances	105,000 »
Finances.	140	Finances. — Indemnité mensuelle d'attente	17,000 »
Budget.	141	Budget	130,000 »
Communic	142	Communications	5,388,800 »
Communic.	143	Communications. — Indemnité mensuelle d'attente	842,000 »
Budget.		DÉPENSES RESULTANT DE LA GUERRE 1940-1945.	
	144	Pensions de réparation et rentes dérivant exclusivement de la guerre 1940-1945, pensions militaires d'ancienneté subséquentes ou qui contiennent un élément dérivant de cette guerre et avances sur ces pensions aux personnes énumérées aux articles 2 et 57 de la loi du 26 août 1947 sur les pensions de réparation (y compris les arriérés pour la période antérieure au 1 ^{er} janvier 1948)	987,435,000 »
	145	Pensions, rentes aux veuves, orphelins et ascendants des différentes catégories d'ayants droit, énumérées aux articles 21 et suivants de la loi du 26 août 1947 sur les pensions de réparation (y compris les arriérés pour la période antérieure au 1 ^{er} janvier 1948)	579,073,000 »
		(Les crédits repris aux articles 144 et 145 ci-dessus pourront être transférés de l'un à l'autre, par arrêté du Régent, suivant les nécessités.)	

TITEL DER PENSIOENEN VOOR DIENSTJAAR 1948.

Total par nature de pension — Totaal per aard van pensioen	AANWIJZING VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN	Artikelen	Ordonnan- cerend Ministerie
11,803,800	SUBSIDIES AAN DE WERKLIEDENKAS VAN HET MINISTERIE VAN BEGROTING.		
	Justitie	125	Justitie.
	Justitie. — Maandelijke wachtvergoeding	126	Justitie.
	Volkegezondheid en Gezin	127	Volksgez.
	Volkegezondheid en Gezin. — Maandelijke wachtvergoeding	128	Volksgez.
	Openbaar Onderwijs	129	Openb. Ond.
	Openbaar Onderwijs. — Maandelijke wachtvergoeding	130	Openb. Ond.
	Openbare Werken	131	Op. Werken
	Openbare Werken. — Maandelijke wachtvergoeding	132	Op. Werken
	Economische Zaken	133	Econ. Zaken
	Economische Zaken. — Maandelijke wachtvergoeding	134	Econ. Zaken
	Koloniën	135	Koloniën.
	Koloniën. — Maandelijke wachtvergoeding	136	Koloniën.
	Landsverdediging	137	Landsverd.
	Landsverdediging. — Maandelijke wachtvergoeding	138	Landsverd.
	Financiën	139	Financiën.
	Financiën. — Maandelijke wachtvergoeding	140	Financiën.
	Begroting	141	Begroting.
	Verkeerswezen	142	Verkeersw.
	Verkeerswezen. — Maandelijke wachtvergoeding	143	Verkeersw.
1,719,863,000	UITGAVEN VOORTVLOEIEND UIT DE OORLOG 1940-1945.		Begroting.
	Vergoedingspensioenen en renten uitsluitend voortkomend uit de oorlog 1940-1945, daaruit voortvloeiende of een uit de oorlog voortkomend element bevattende militaire anciënniteitspensioenen en voorschotten op deze pensioenen aan de bij artikelen 2 en 67 der wet van 26 Augustus 1947 op de vergoedingspensioenen opgesomde personen (met inbegrip van de achterstallen over het tijdperk vóór 1 Januari 1948).	144	
	Pensioenen, renten aan weduwen, wezen en ascendenten van de verschillende categoriën rechthebbenden, opgesomd bij artikelen 21 en volgende van de wet van 26 Augustus 1947 op de vergoedingspensioenen (met inbegrip van de achterstallen over het tijdperk vóór 1 Januari 1948).	145	
	(De bij artikelen 144 en 145 hierboven vermelde kredieten zullen, volgens de noodwendigheden bij besluit van de Regent, van het een op het ander artikel kunnen worden overgedragen.)		

TITRE DES PENSIONS POUR L'EXERCICE 1948.

Ministère ordon- nateur	Articles	DÉSIGNATION DE L'OBJET DES DÉPENSES	Montant des crédits par article — Bedrag der kredieten per artikel
	146	Indemnité mensuelle d'attente égale à 20 % (maximum de 500 francs) de la mensualité globale (maximum de 5,250 francs) aux titulaires d'une pension militaire d'ancienneté dans laquelle entre un élément dérivant de la guerre 1940-1945	4,000,000
	147	Secours tenant lieu de pension à certaines veuves de militaires ou de civile visés à l'article 2 de la loi du 26 août 1947 sur les pensions de réparation, dont le mariage a été contracté postérieurement au fait dommageable dû à la guerre de 1940-1945 et qui a entraîné le décès de leur mari, pour autant que ce mariage ait été contracté moins de six mois après la rentrée du militaire dans ses foyers ou la libération du détenu et qu'il puisse être établi : 1° soit qu'il y avait promesse de mariage avant le fait dommageable; 2° soit qu'un enfant légitime du défunt est né moins d'un an après la célébration du mariage et est en vie au moment de l'attribution du secours	350,000
	148	Subventions à verser au Fonds de Dotation pour les pensions de guerre, les majorations de rente de vieillesse et de veuve et les allocations d'orphelin pour le service des pensions, rentes et allocations autres que celles dont le financement est mis à sa charge par l'article 2, § A, de l'arrêté royal, n° 16, du 22 juillet 1939	9,000,000
		Total pour le titre des Pensions.	fr.

Vu et approuvé pour être annexé à l'arrêté
du 30 novembre 1947.

CHARLES

PAR LE RÉGENT :

Le Premier Ministre,
Ministre des Affaires Étrangères,
P.-H. SPAAK.

Le Ministre du Budget,
Jos. MERLOT.

Le Ministre des Finances,
G. EYSKENS.

TITEL DER PENSIOENEN VOOR DIENSTJAAR 1948.

Total par nature de pension Total per aard van pensioen	AANWIJZING VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN	Artikelen	Ordonnan- cerend Ministerie
	Maandelijkse waarnemingsvergoeding gelijk aan zo v. m. (maximum van 500 frank) van het totaal maandelijks bedrag (maximum van 5,250 frank) aan de titularissen van een uit de oorlog 1940-1945 voortkomend element bevattend militair anciënniteitspensioen. Als pensioen geldend hulpgeld aan sommige weduwen van bij artikel 2 der wet van 26 Augustus 1947 op de vergoedingspensioenen bedoelde militairen of burgers, wier huwelijk gesloten werd na het schadelijk feit, dat aan de oorlog 1940-1945 te wijten is en het overlijden van hun echtgenoot veroorzaakt heeft, voor zover dit huwelijk gesloten werd binnen de zes maanden na de terugkeer van de militair in zijn haardstede of de bevrijding van de gevangene en er kan bewezen worden: 1° hetzij dat er huwelijksbelofte bestond vóór het schadelijk feit; 2° hetzij dat er een wettig kind van de overledene geboren is binnen het jaar na het sluiten van het huwelijk en nog in leven is op het ogenblik waarop het hulpgeld wordt toegekend. Subsidien aan het Dotatiefonds voor oorlogspensioenen, ouderdoms- en weduwenrentetoeslagen en wezentoeslagen te storten voor de dienst der pensioenen, renten en toeslagen andere dan die waarvan de financiering bij artikel 2, § A, van het Koninklijk besluit, n° 16, van 22 Juli 1939 te zijne laste werden gesteld.	146 147. 148	
7,250,447,382	Totaal voor de titel der Pensioenen.		

Ons bekend en goedgekeurd om te worden gevoegd
bij het besluit van 30 November 1947.

CHARLES

VANWEGE DE REGENT :

De Eerste-Minister,
Minister van Buitenlandse Zaken,
P.-H. SPAAK.

De Minister van Begroting,
Jos. MERLOT.

De Minister van Financiën,
G. EYSKENS.

PROGRAMME JUSTIFICATIF*Pensions de Prévoyance sociale.*

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr. 2,014,105,000
 Crédits alloués pour 1947 1,865,079,000
 Dépenses probables pour 1946 . . . 1,654,802,564

Allocation au Fonds de dotation pour les pensions de guerre, les majorations de rentes de vieillesse et de veuve et les allocations d'orphelins, en exécution de l'article 3 B de l'arrêté royal n° 16 du 22 juillet 1939 :

Art. 101. — Dotation annuelle.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr. 210,000,000

Art. 102. — Annuité constante.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr. 388,000,000

La dépense totale pour 1948, en exécution des lois coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et sur la base des dépenses effectuées jusque fin octobre 1947, est estimée à 630,000,000 de francs. La dépense probable de 1947 ayant été fixée à 636,000,000 de francs, il en résulte une diminution de 6,000,000 de francs.

Le crédit inscrit à l'article 101, au titre de dotation annuelle, étant égal au tiers de la dépense totale, doit ainsi être diminué de 2,000,000 de francs.

Art. 103. — Allocations au Fonds de Dotation pour les pensions de guerre, les majorations de rentes de vieillesse et de veuve et les allocations d'orphelins en vue de l'exécution de l'article 6 de l'arrêté royal, n° 16, du 22 juillet 1939.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr. 250,000,000

En exécution des lois citées ci-dessus et sur la même base de calcul, la dépense pour 1948 est évaluée à 250,000,000 de francs, soit une diminution de 70,000,000 de francs par rapport au chiffre prévu pour 1947.

VERANTWOORDINGSPROGRAMMA*Pensioenen van Sociale Voorzorg.*

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr. 2,014,105,000
 Kredieten verleend voor 1947 . . . 1,865,079,000
 Waarschijnlijke uitgaven voor 1946. 1,654,802,564

Uitkering aan het Dotatiefonds, voor de oorlogspensioenen, de ouderdoms- en weduwerenttoeslagen en de wezentoelagen, in uitvoering van artikel 3 B van het koninklijk besluit n° 16, van 22 Juli 1939 :

Art. 101. — Jaarlijkse dotatie.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr. 210,000,000

Art. 102. — Vaste annuïteit.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr. 388,000,000

De totale uitgave voor 1948, in uitvoering van de bij het besluit van de Regent van 12 September 1946 samengeordende wetten en op de grondslag van de uitgaven gedaan tot einde October 1947, wordt geraamd op 630,000,000 frank. De vermoedelijke uitgaven voor 1947 vastgesteld zijnde op 636,000,000 frank, spruit er een vermindering uit voort van 6,000,000 frank.

Daar het op artikel 101 bij de titel van jaarlijkse dotatie uitgetrokken krediet gelijk is aan het derde van de totale uitgave, moet het alsoo met 2,000,000 frank worden verminderd.

Art. 103. — Uitkering aan het Dotatiefonds, voor de oorlogspensioenen, de ouderdoms- en weduwerenttoeslagen en de wezentoelagen, met het oog op de uitvoering van artikel 6 van het koninklijk besluit, n° 16, dd. 22 Juli 1939.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr. 250,000,000

In uitvoering van bovenaangehaalde wetten en op dezelfde berekeningsgrondslag, wordt de uitgave voor 1948 geraamd op 250,000,000 frank, 't zij een vermindering van 70,000,000 frank ten overstaan van het voor 1947 voorzien krediet.

Art. 104. — Contribution de l'Etat dans la constitution des rentes de vieillesse et des rentes de veuves.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr. 94,000,000

En tenant compte des résultats des exercices antérieurs, un crédit de 94 millions de francs est présumé nécessaire pour couvrir les dépenses de 1948.

Augmentation de 9,000,000 de francs par rapport au chiffre de 1947.

Art. 105. — Paiement des allocations de veuves (art. 85 de la loi du 15 décembre 1937).

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr. 5,000

Diminution du nombre de bénéficiaires.

Art. 106. — Remboursement à la Caisse Nationale de Compensation des allocations payées par elle en exécution de l'article 101, 2° et 3° des textes de la loi du 4 août 1930 (art. 13, 21 et 26 de l'arrêté-loi du 21 août 1946).

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr. 81,520,000

L'augmentation, à concurrence de 39,447,000 francs, de la dépense pour 1948 par rapport à celle inscrite au budget de 1947 provient, d'une part, du nombre très important des nouvelles demandes d'allocations susceptibles d'être introduites à la Caisse Nationale et, d'autre part, de la majoration des taux d'allocation préconisée par la Conférence nationale du travail.

La prévision budgétaire pour 1948 se répartit comme suit :

1. Allocations aux agents pensionnés de l'Etat (art. 101, 2° de la loi du 4 août 1930)	fr. 13,300,000
2. Allocations au profit d'orphelins d'agents de l'Etat décédés (article 101, 3° de la loi du 4 août 1930)	67,620,000
3. Frais d'administration résultant de l'octroi des allocations précitées	600,000
Total.	fr. 81,520,000

Art. 107. — Contribution de l'Etat dans les dépenses résultant de l'exécution de la législation concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs (lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937, loi du 18 juillet 1938, arrêtés-lois du 8 mai 1945, 21 septembre 1945 et 26 août 1946).

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr. 990,580,000

Art. 104. — Rijksbijdrage tot het vestigen van de ouderdoms- en weduwerenten.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr. 94,000,000

Met machtneming van de uitslagen van de vorige dienstjaren wordt een krediet van 94 miljoen frank nodig vermoed voor de uitgaven over 1948 te dekken.

Vermeerdering van 9,000,000 frank ten overstaan van het bedrag van 1947.

Art. 105. — Betaling van weduwentolagen (art. 85 van de wet van 15 December 1937).

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr. 5,000

Vermindering van het aantal rechthebbenden.

Art. 106. — Terugbetaling aan de Nationale Compensatiekas, van de toelagen, die door haar in uitvoering van artikel 101, 2° en 3° der teksten van de wet van 4 Augustus 1930 werden uitbetaald (art. 13, 21 en 26 van de besluitwet van 21 Augustus 1946).

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr. 81,520,000

De verhoging ten belope van 39,447,000 frank der uitgave voor 1948 ten overstaan van deze op de begroting over 1947 uitgetrokken, spruit enerzijds voort uit het zeer aanzienlijk getal nieuwe aanvragen om toelagen, vatbaar voor indiening bij de Nationale Kas en, anderzijds, uit de verhoging van de toelagenbedragen door de nationale Arbeidsconferentie vooropgesteld.

De voorziene uitgave op de begroting voor 1948 wordt, als volgt, omgeslagen :

1. Toelagen aan het gepensionneerd Rijkspersoneel (art. 101, 2° van de wet van 4 Augustus 1930) . fr.	13,300,000
2. Toelagen ten bate van wezen van overleden Rijkspersoneel (art. 101, 3° van de wet van 4 Augustus 1930)	67,620,000
3. Bestuurskosten voortspruitend uit het toekennen van voornoemde toelagen	600,000
Totaal.	fr. 81,520,000

Art. 107. — Rijksbijdrage in de kosten voortspruitende uit de uitvoering van de wetgeving, betreffende de mijnwerkerspensioenen (geordende wetten bij koninklijk besluit van 25 Augustus 1937, wet van 18 Juli 1938, besluitwetten van 8 Mei 1945, 21 September 1945 en 26 Augustus 1946).

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr. 990,580,000

L'augmentation de 172,580,000 francs par rapport à 1947 se justifie comme suit :

1° Majoration de tous les taux de pension, à partir du 1^{er} mars 1947, en vertu de l'arrêté-loi du 25 février 1947 (*Moniteur belge* du 19 avril 1947); augmentation pour l'exercice 1948. fr. 120,000,000

2° Accroissement normal, en 1948, du nombre de bénéficiaires des pensions de vieillesse, d'invalidité et de survie; estimation 20,580,000

3° Nouvelles charges résultant de la bonification de la période d'invalidité, comme services miniers effectifs, pour l'attribution des pensions de vieillesse; estimation 32,000,000

Total. . fr. 172,580,000

Art. 1-7 (de 1947). — Participation aux frais nécessités par l'affiliation des ouvriers mineurs et ouvriers assimilés à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite (art. 46, par. 5, des lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937).

Le crédit de l'article 1, littéra 7 disparaît en 1948, en application des dispositions de l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés (*Moniteur belge* du 19 avril 1947).

Allocations militaires, secours, etc.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr. 11,574,000
Crédits alloués pour 1947 13,599,600
Dépenses probables pour 1948 . . . 9,056,020

Note. — Les estimations relatives aux crédits à prévoir pour les pensions payées par le Département du Budget, ont été faites strictement de la manière indiquée, en tenant compte de la situation de fait, qui résulte de l'incertitude existante en matière de législation sur les pensions en général et sur les pensions de guerre de 1940-1945.

Les dites prévisions sont fondées sur la législation en vigueur au 15 juin 1946, et sur les modifications que l'on doit raisonnablement considérer comme acquises.

Ces bases sont :

Les lois coordonnées sur les pensions militaires (y compris les modifications acquises).

La loi du 1^{er} juin 1919 (modifiée par diverses dispositions).

L'arrêté-loi du 26 mai 1945 (pour ce qui concerne la guerre de 1940-1945).

L'arrêté-loi du 9 février 1945 accordant des avances sur pensions à certains civils, victimes du devoir.

La décision gouvernementale du 7 février 1946, suspendant l'application de l'arrêté-loi du 9 février 1945, aux veuves, orphelins et ascendants qui touchent des alloca-

De verhoging met 172,580,000 frank ten overstaan van 1947 wordt als volgt verantwoord :

1° Verhoging van alle pensioenbedragen, van 1 Maart 1947 af, krachtens de besluitwet van 25 Februari 1947 (*Belgisch Staatsblad* van 19 April 1947); verhoging voor het dienstjaar 1948 fr. 120,000,000

2° Normale toename, in 1948, van het getal rechthebbenden op ouderdoms-, invaliditeits- en overlevingspensioenen; raming 20,580,000

3° Nieuwe lasten, voortvloeiend uit het ten goede doen komen van de invaliditeitsperiode als werkelijke diensten in de mijnen, voor de toekenning van de ouderdomspensioenen; raming 32,000,000

Totaal. . fr. 172,580,000

Art. 1-7 (van 1947). — Aandeel in de kosten veroorzaakt door de aansluiting van de mijnwerkers en van de ermee gelijkgestelde werklieden bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas (art. 46, par. 5, van de bij koninklijk besluit van 25 Augustus 1937 samengeordende wetten).

Het krediet van artikel 1, littera 7 valt in 1948 weg, in toepassing van de bepalingen van de besluitwet van 25 Februari 1947 tot samenvoeging en wijziging van de wetten betreffende het pensioenstelsel voor de mijnwerkers en de ermee gelijkgestelden (*Belgisch Staatsblad* van 19 April 1947).

Militaire toelagen, hulpgetden, enz.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr. 11,574,000
Kredieten verleend voor 1947 . . . 13,599,600
Waarschijnlijke uitgaven voor 1948 . 9,056,020

Nota. — De ramingen betreffende de kredieten welke dienen voorzien voor de door het Departement van Begroting te betalen pensioenen geschieden stipt volgens de aangewezen wijze, met inachtneming van de feitelijke toestand, die voortvloeit uit de bestaande onzekerheid inzake wetgeving omtrent de pensioenen in het algemeen en de oorlogspensioenen 1940-1945.

Bewuste ramingen steunen op de op 15 Juni 1946 van kracht zijne wetgeving, en op de wijzigingen die redelijkerwijs als vaststaand mogen beschouwd worden.

Bedoelde grondslagen zijn :

De samengevoegde wetten betreffende de militaire pensioenen (met inbegrip van de vaststaande wijzigingen).

De wet van 1 Juni 1919 (gewijzigd bij verscheidene bepalingen).

De besluitwet van 26 Mei 1945 (waar het gaat om de oorlog 1940-1945).

De besluitwet van 9 Februari 1945 houdende tekening van voorschotten op pensioen aan sommige burgers, slachtoffers van hun plicht.

De beslissing van de Regering d.d. 7 Februari 1946 tot opschorsing van de toepassing van de besluitwet van 9 Februari 1945 voor weduwen, wezen en ascendenten die

lions par le Ministère de la Reconstruction (en vertu de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945).

La loi du 30 juni 1947 modifiant ou complétant certaines dispositions de la législation sur les pensions militaires.

La loi du 24 juin 1947 modifiant les minima de revenus admissibles pour l'octroi de la partie mobile aux ascendants.

Les propositions de la Commission chargée d'examiner le régime des indemnités à charge de l'Etat, en ce qui concerne les indemnités de vacation à payer aux membres des Commissions.

La loi du 26 août 1947 sur les pensions de réparation.

Il n'a pas été tenu compte des modifications dont l'étude n'est pas suffisamment avancée, et notamment :

1. De la loi du 25 août 1947 apportant quelques modifications aux dispositions de l'arrêté royal n° 255 du 12 mars 1936 (pensions de survie aux veuves des officiers R.P.B.);

2. De la loi du 12 juin 1947 relative au passage des ouvriers civils des établissements et services de l'armée dans le groupement des ouvriers militaires salariés;

3. Du projet de loi modifiant les articles 29 et 58 des lois sur les pensions militaires (adjudants de gendarmerie) (projet à l'étude);

4. Du projet de loi apportant aux dispositions relatives aux pensions militaires de retraite et de survie les modifications rendues nécessaires pour le rajeunissement des cadres de l'armée (à l'étude);

5. Du projet de loi modifiant les articles 45 et 46 des lois coordonnées sur les pensions militaires (revision des pensions de retraite en raison de services nouveaux accomplis au cours de la guerre (à l'étude).

Art. 108. — Indemnités tenant lieu de pension aux militaires et aux membres du corps de la gendarmerie en instance de pension provisoire et arrérages des pensions militaires provisoires d'invalidité et des pensions provisoires d'ancienneté subséquentes, ainsi que la pension d'ancienneté et d'invalidité des militaires détachés à la Colonie et qui y servent avec droit à une pension coloniale (*y compris les arriérés des pensions ou indemnités prenant cours en 1948 ou antérieurement au 1^{er} janvier de la même année et éventuellement, l'indemnité spéciale pour aide d'une tierce personne*) accordés :

Aux militaires entrés sous les armes après l'armistice;

A certains militaires mobilisés dont l'invalidité ne trouve pas son origine ou son aggravation entre le 1^{er} août 1914 et le 30 septembre 1919.

Pensions pour ancienneté.

Pensions pour invalidité (*y compris 44 tranches de partie mobile*).

toelagen vanwege het Ministerie van Wederopbouw verkrijgen (krachtens de besluitwet van 19 September 1945).

De wet van 30 Juni 1947 houdende wijziging of aanvulling van sommige bepalingen van de wetgeving op de militaire pensioenen.

De wet van 24 Juni 1947 tot wijziging van de aanneembare minima-inkomsten voor het toekeppen van de glijdende toeslag aan ascendenten.

De voorstellen van de Commissie belast met het onderzoek van het stelsel der vergoedingen ten laste van de Staat, ten aanzien van de van de leden der Commissiën uit te keren vacatiegelden.

De wet van 26 Augustus 1947 op de vergoedingspensioenen.

Er werd geen rekening gehouden met de wijzigingen waarvan de bestudering niet ver genoeg gevorderd is, en onder meer :

1. Met de wet van 12 Juni 1947 houdende sommige wijzigingen in de bepalingen van het koninklijk besluit n° 255 van 12 Maart 1936 (overlevingspensioenen ten bate van de weduwen der W.V.G.-officieren);

2. Met het wetsontwerp betreffende de overgang van de burgerlijke werklieden der inrichtingen en diensten van het leger naar de groepering der loontrekkende militaire werklieden;

3. Met het ontwerp van wet tot wijziging van artikelen 29 en 58 van de wetten op de militaire pensioenen (adjudanten der Rijkswacht) (ontwerp ter studie);

4. Met het ontwerp van wet waarbij in de bepalingen betreffende de militaire rust- en overlevingspensioenen de wijzigingen worden aangebracht die nodig geworden zijn voor de verjonging van de kaders van het leger (ter studie);

5. Met het ontwerp van wet houdende wijziging van artikels 45 en 46 der samengevoegde wetten op de militaire pensioenen (herziening der rustpensioenen op grond van de tijdens de oorlog vervulde nieuwe diensten) (ter studie).

Art. 108. — Als pensioen geldende vergoedingen aan de tot een voorlopig pensioen voorgedragen militairen en leden van de Rijkswacht en vervallen termijnen van de voorlopige militaire invaliditeitspensioenen en van de daarmee verband houdende voorlopige pensioenen wegens diensttijd, alsmede het pensioen wegens diensttijd en het invaliditeitspensioen der in de Kolonie gedetacheerde en aldaar met recht op een koloniaal pensioen dienende militairen (*met inbegrip van de achterstallen van pensioenen of vergoedingen die in 1948 of vóór 1 Januari van hetzelfde jaar ingaan en, eventueel, de bijzondere vergoeding wegens hulp aan een derde persoon*) verleend :

Aan de na de wapenstilstand in dienst getreden militairen;

Aan sommige gemobiliseerde militairen wier invaliditeit niet tussen 1 Augustus 1914 en 30 September 1919 ontstaan of verergerd is.

Pensioenen wegens diensttijd.

Invaliditeitspensioenen (*met inbegrip van de 44 schijven veranderlijk gedeelte*).

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	950,000
Crédits alloués pour 1947	4,000,000
Dépenses probables pour 1946 . . .	1,112,654

Il est dès à présent acquis que des indemnités provisoires tenant lieu de pension seront encore payées en 1948 :

A 16 pensionnés pour ancienneté pour un montant de (à 100 % : $150,889 \times 2.25$) fr. 339,264

A 32 pensionnés pour invalidité pour un montant de 141,732

On prévoit 48 nouvelles pensions, comportant 1 an d'arriérés en moyenne :

Ancienneté	—
Invalidité : 48 à 8,860 francs, soit	425,280

Total. . . fr. 906,276

Montant d'une tranche de partie mobile pour les pensions d'invalidité : 2,130 francs.

Le crédit de 4,000,000 de francs demandé en 1947 comprenait le paiement d'arriérés dus à des militaires servant avec droit à une pension coloniale et résidant à la Colonie. Ces arriérés ont pu être liquidés pour une bonne part à charge de l'exercice 1946 avant sa clôture. Le reliquat a été payé sur les crédits affectés à l'exercice 1947.

De tels arriérés ne sont plus à prévoir.

Art. 109. — Secours, etc. (*y compris, éventuellement, les créances des exercices 1940 et postérieurs*).

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	765,000
Crédits alloués pour 1947	839,600
Dépenses probables pour 1946 . . .	831,977

109-1. Secours à M^{me} veuve Cogge (arrêtés royaux du 2 août 1922, du 29 octobre 1927 et du 20 mars 1929).

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	15,000
Crédits alloués pour 1947	15,000
Dépenses probables pour 1946 . . .	15,000

109-2. Secours voyageurs dont bénéficient des militaires et membres du corps de la gendarmerie réformés pour infirmités, avant la loi du 24 mai 1912 portant révision des pensions des militaires au-dessous du grade d'officier (*y compris 44 tranches de partie mobile*).

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	740,000
Crédits alloués pour 1947	800,000
Dépenses probables pour 1946 . . .	808,177

Il n'est plus accordé de nouveaux secours de l'espèce. Ils s'éteignent lentement par décès des bénéficiaires.

On prévoit que 320 secours resteront à payer au 1^{er} janvier 1948. Taux moyen : 2,314 francs.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	950,000
Kredieten verleend voor 1947 . . .	4,000,000
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946 .	1,112,654

van stonde aan staat vast dat in 1948 nog als pensioen geldende voorlopige vergoedingen zullen betaald worden :

Aan 16 gepensioneerden wegens diensttijd voor een bedrag van (100 t.h. : $150,889 \times 2.25$) . . . fr. 339,264

Aan 32 gepensioneerden wegens invaliditeit voor een bedrag van 141,732

Men voorziet 48 nieuwe pensioenen met een jaar achterstal gemiddeld :

Wegens diensttijd	—
Wegens invaliditeit : 48 tegen 8,860 frank, zegge	425,280

Totaal. . . fr. 906,276

Bedrag van een reeks glijdende toeslag voor de invaliditeitspensioenen : 2,130 frank.

Het krediet van 4,000,000 frank gevraagd in 1947 omvatte de uitkering van achterstallen verschuldigd aan militairen die dienst deden met recht op een koloniaal pensioen en in de Kolonie verbleven. Deze achterstallen konden grotendeels vereffend worden ten bezware van dienstjaar 1946 voor de afsluiting er van. Het overschot werd betaald op de kredieten uitgetrokken voor dienstjaar 1947.

Dergelijke achterstallen zijn niet meer te voorzien.

Art. 109. — Hulp gelden, enz. (*eventueel met inbegrip van de schuldvorderingen over de dienstjaren 1940 en latere*).

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	765,000
Kredieten verleend voor 1947 . . .	839,600
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946 .	831,977

109-1. Hulp geld aan mevr. de weduwe Cogge (koninklijke besluiten van 2 Augustus 1922, 29 October 1927 en 20 Maart 1929).

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	15,000
Kredieten verleend voor 1947 . . .	15,000
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946 .	15,000

109-2. Levenslange hulp gelden, verleend aan militairen en aan leden van de Rijkswacht die wegens lichaamsgebreken op reform gesteld werden vóór de wet van 24 Mei 1912, houdende herziening van de pensioenen der militairen beneden de rang van officier (*met inbegrip van 44 schijven veranderlijk gedeelte*).

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	740,000
Kredieten verleend voor 1947 . . .	800,000
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946 .	808,177

Er worden geen dergelijke nieuwe hulp gelden meer verleend. Zij verdwijnen geleidelijk door overlijden der verkrijgers.

Voorzien wordt dat nog 320 hulp gelden te betalen overblijven op 1 Januari 1948. Gemiddeld bedrag : 2,314 frank.

Il n'est pas tenu compte des extinctions par décès. Actuellement, elles se produisent à la cadence moyenne de 1 par mois.

Valeur d'une tranche mobile : 1,371 francs.

La diminution du crédit par rapport à celui de 1947 résulte des extinctions survenues.

109-3. Indemnités aux militaires et aux membres du Corps de la gendarmerie au-dessous du rang d'officier, licenciés par réforme et qui ne peuvent prétendre à une pension en vertu des lois coordonnées sur les pensions militaires.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	5,000
Crédits alloués pour 1947	15,000

Principe maintenu. Il n'a plus été fait appel à ce crédit depuis 1934. Il est proposé uniquement pour parer à toute éventualité.

109-4. Secours tenant lieu d'augmentation d'allocation à certains ascendants dont plusieurs fils sont décédés en service.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	5,000
Crédits alloués pour 1947	9,600
Dépenses probables pour 1946	8,800

Il restera au 1^{er} janvier 1948 à payer 25 allocations d'un taux moyen de 200 francs.

Art. 110. — Allocations accordées en 1948 aux grands invalides, ainsi qu'aux veuves et ascendants, dont la pension découle de faits du service militaire accompli avant le 10 mai 1940 (*y compris, éventuellement, les arriérés pour la période antérieure au 1^{er} janvier 1948*).

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	3,000,000
Crédits alloués pour 1947	4,000,000
Dépenses probables pour 1946	3,182,361

Il y aura à payer au 1^{er} janvier 1948 :

Invalides :	385	taux moyen de 4,600.	1,771,000
Veuves :	488	taux moyen de 960.	468,480
Ascendants :	1,013	taux moyen de 540.	547,020

Nouveaux bénéficiaires (normaux) :

Invalides :	10	(y compris 1 an d'arriérés 9,200).	92,000
Veuves :	15	(y compris 1 an d'arriérés 1,920).	28,800
Ascendants :	30	(y compris 1 an d'arriérés 1,080).	32,400
			2,939,700

Le crédit demandé pour 1947 devait permettre la liquidation de certains arriérés afférents aux exercices 1946 et antérieurs; de tels arriérés ne sont plus à prévoir pour l'exercice 1948.

Er wordt geen rekening gehouden met het vervallen wegens overlijden. Thans is er gemiddeld één geval van overlijden per maand.

Waarde van een reeks glijdende toeslag : 1,371 frank.

De vermindering van het krediet ten overstaan van dat voor 1947 spruit voort uit het overlijden van rechthebbenden.

109-3. Vergoedingen aan de militairen en aan de leden van de Rijkswacht beneden de rang van officier, die wegens reform afgedankt zijn en geen aanspraak kunnen maken op een pensioen krachtens de samengeschakelde wetten op de militaire pensioenen.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	5,000
Kredieten verleend voor 1947	15,000

Het principe blijft gehandhaafd. Er werd sedert 1934 geen beroep meer gedaan op dit krediet. Het wordt slechts voorgesteld om in elke gebeurtenis te voorzien.

109-4. Als toelageverhoging geldend hulpgeld aan sommige ascendenten van wie verscheidene zonen onder dienst overleden zijn.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	5,000
Kredieten verleend voor 1947	9,600
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946	8,800

Op 1 Januari 1948 blijven nog 25 toelagen te betalen tegen een gemiddeld bedrag van 200 frank.

Art. 110. — Steuntoelagen, in 1948 verleend aan de grootinvaliden, alsmede aan de weduwen en ascendenten, wier pensioen voortvloeit uit feiten van de militaire dienst, volbracht vóór 10 Mei 1940 (*eventueel met inbegrip van de achterstallen over het tijdperk vóór 1 Januari 1948*).

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	3,000,000
Kredieten verleend voor 1947	4,000,000
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946	3,182,361

Op 1 Januari 1948 dient betaald :

Invaliden :	385	gemiddelde bedragen van 4,600.	1,771,000
Weduwen :	488	gemiddelde bedragen van 960.	468,480
Ascendenten :	1,013	gemiddelde bedragen van 540.	547,020

Nieuwe verkrijgers (normale) :

Invaliden :	10	(met inbegrip van 1 jaar achterstal 9,200).	92,000
Weduwen :	15	(met inbegrip van 1 jaar achterstal 1,920).	28,800
Ascendenten :	30	(met inbegrip van 1 jaar achterstal 1,080).	32,400
			2,939,700

Het voor 1947 gevraagd krediet moest de vereffening mogelijk maken van sommige achterstallen voor de dienstjaren 1946 en vroegere; dergelijke achterstallen zijn niet meer te voorzien voor dienstjaar 1948.

Art. 111. — Secours alloués à défaut de pension à d'anciens fonctionnaires, employés, agents sans nomination ou salariés, des cadres temporaires et définitifs, à leurs veuves ou aux membres de leur famille qui se trouvent dans une position malheureuse et dont ils étaient le soutien, qu'il y ait obligation alimentaire ou non. Secours alloués dans des circonstances exceptionnelles à celles de ces personnes qui n'ont qu'une pension ou un traitement de disponibilité minime, tenant lieu de pension, par application de l'article 29 de l'arrêté royal du 30 mars 1939 relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat (*y compris éventuellement l'octroi aux ayants droit d'une allocation compensatoire égale à la différence entre le montant cumulé de la pension de survie et de la pension, ou de l'avance, allouée au titre d'ayant-droit de militaire décédé ou de victime civile de la guerre, et les 75 % du traitement d'activité dont l'agent décédé aurait bénéficié normalement*).

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	6,859,000
Crédits alloués pour 1947	8,209,000
Dépenses probables pour 1946	3,929,028

Note. — En 1947 les crédits correspondants à ceux inscrits sous les littéras 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12 et 13 ci-dessous étaient prévus aux budgets respectifs des départements ministériels sous le chapitre « Secours ». Les allocations qui font l'objet du présent article ayant un caractère de complément de pension, il a été jugé plus rationnel de les transférer en 1948 au titre des pensions.

111-1. Justice (*y compris les secours à accorder à d'anciens magistrats*).

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	1,000,000
Crédits alloués pour 1947	750,000

Augmentation provenant de l'application de l'arrêté du Régent du 14 décembre 1946 accordant des « allocations compensatoires de secours » aux ayants droit d'agents décédés par suite de faits de guerre.

111-2. Secours à accorder pour frais de dernière maladie et de funérailles de magistrats, fonctionnaires et agents salariés à la retraite des divers services ressortissant au Département de la Justice.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	4,000
Crédits alloués pour 1947	4,000

111-3. Affaires Etrangères.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	365,000
Crédits alloués pour 1947	365,000

Art. 111. — Hulp gelden verleend, bij gebrek aan pensioen aan gewezen ambtenaren, beambten, bedienden zonder benoeming of loontrekkenden van de vaste of tijdelijke kaders, aan hun weduwen of familieleden die in ongelukkige omstandigheden verkeren en wier steun zij waren, met of zonder verplichting tot voeden. Hulp gelden verleend in buitengewone omstandigheden, aan degenen onder deze personen die een klein pensioen of een klein wachtgeld in plaats van pensioen genieten, bij toepassing van artikel 29 van het koninklijk besluit van 30 Maart 1939, betrekking hebbende op het op wachtgeld plaatsen van de agenten van de Staat (*eventueel met inbegrip van de toekenning aan de rechthebbenden, van een compenserende uitkering gelijk aan het verschil tussen het gecumuleerd bedrag van het overlevingspensioen en van het pensioen, of van het voorschot, dat verleend wordt aan rechthebbenden van een overleden militair of een burgerlijk oorlogsslachtoffer, en de 75 t.h. van de activiteitswedde die het overleden personeelslid normaal zou genoten hebben*).

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	6,859,000
Kredieten verleend voor 1947	8,209,000
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946	3,929,028

Nota. — In 1947 waren de met onder littera's 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12 en 13 hieronder ingeschreven overeenstemmende kredieten in de onderscheidene begrotingen van de ministeriële departementen onder hoofdstuk « Hulp gelden » voorzien. De toelagen die het voorwerp uitmaken van dit artikel, worden in 1948 om reden van rationeler klasering, naar de titel van pensioenen overgebracht daar zij als pensioentoevoegsels beschouwd kunnen worden.

111-1. Justitie (*met inbegrip van de hulp gelden te verlenen aan voormalige magistraten*).

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	1,000,000
Kredieten verleend voor 1947	750,000

Verhoging voortvloeiend uit de toepassing van het besluit van de Regent dd. 14 December 1946 houdende toekenning van « compensatietoelagen en hulp gelden » aan de rechthebbenden van personeelsleden overleden ten gevolge van oorlogsgebeurtenissen.

111-2. Hulp gelden te verlenen wegens kosten van laatste ziekte en begrafenis van magistraten, ambtenaren, beambten en leden van het loontrekkend personeel, op pensioen gesteld, der onderscheidene van het Departement van Justitie afhangende diensten.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	4,000
Kredieten verleend voor 1947	4,000

111-3. Buitenlandse Zaken.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	365,000
Kredieten verleend voor 1947	365,000

111-4. Intérieur.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	200,000
Crédits alloués pour 1947	50,000
Dépenses probables pour 1946 . . .	49,500

Voir note sub. 1.

111-5. Santé Publique.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	30,000
Crédits alloués pour 1947	30,000

111-6. Instruction Publique (*y compris les secours à allouer à d'anciens instituteurs primaires, à d'anciennes institutrices gardiennes communales, adoptées ou adoptables, ainsi qu'à d'anciens membres du personnel des institutions subventionnées d'enseignement technique et agricole et des ateliers d'apprentissage, à leurs veuves et orphelins*).

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	1,000,000
Crédits alloués pour 1947	500,000
Dépenses probables pour 1946 . . .	600,000

Un crédit de 600,000 francs avait été alloué pour 1946 et a été entièrement épuisé.

Pour 1948 il convient de porter ce crédit à 1 million de francs en vue d'allouer, en outre, un secours décent aux ayants droit des malheureuses victimes de l'incendie des bâtiments du Ministère de l'Instruction Publique.

111-7. Agriculture (*y compris les secours à accorder à d'anciens inspecteurs vétérinaires et à d'anciens vétérinaires du Gouvernement*).

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	150,000
Crédits alloués pour 1947	150,000

111-8. Travaux Publics.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	850,000
Crédits alloués pour 1947	850,000

111-9. Affaires Economiques.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	100,000
Crédits alloués pour 1947	50,000

111-10. Travail et Prévoyance Sociale.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	150,000
Crédits alloués pour 1947	300,000

111-4. Binnenlandse Zaken.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	200,000
Kredieten verleend voor 1947 . . .	50,000
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946.	49,500

Zie nota sub. 1.

111-5. Volksgezondheid.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	30,000
Kredieten verleend voor 1947 . . .	30,000

111-6. Openbaar Onderwijs (*met inbegrip van de hulp-gelden te verlenen aan voormalige onderwijzers, aan gewezen gemeentelijke, aangenomen of aanneembare bewaarschoolonderwijzeressen, alsmede aan gewezen leden van het personeel der ondersteunde instellingen voor landbouw- en technisch onderwijs en der leerwerk-plaatsen, aan hun weduwen of wezen*).

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	1,000,000
Kredieten verleend voor 1947	500,000
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946.	600,000

Een krediet van 600,000 frank werd reeds voor 1946 toegekend en werd volledig opgebruikt.

Voor het dienstjaar 1948 dient het krediet op 1 miljoen frank gebracht te worden ten einde daarenboven de ongelukkige slachtoffers van de brand in de gebouwen van het Ministerie van Openbaar Onderwijs op behoorlijke wijze ter hulp te komen.

111-7. Landbouw (*met inbegrip van de hulp-gelden te verlenen aan gewezen veeartsen-inspecteurs en aan voormalige Rijksveeartsen*).

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	150,000
Kredieten verleend voor 1947	150,000

111-8. Openbare Werken.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	850,000
Kredieten verleend voor 1947	850,000

111-9. Economische Zaken.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	100,000
Kredieten verleend voor 1947	50,000

111-10. Arbeid en Sociale Voorzorg.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	150,000
Kredieten verleend voor 1947	300,000

111-11. Secours tenant lieu de pension à d'anciens agents, à des veuves (ou à la famille) d'anciens agents des services ou établissements dépendant du Département de la Défense Nationale, qui ne peuvent prétendre à une pension à la charge d'une institution de prévoyance ou ne bénéficiant pas d'une pension de survie du chef de retenues sur salaire.

Crédits sollicités pour 1948	450,000
Crédits alloués pour 1947	650,000

Diminution du nombre et du montant des secours.

111-12. Finances.

Crédits sollicités pour 1948 fr.	300,000
Crédits alloués pour 1947	400,000
Dépenses probables pour 1946	144,000

111-13. Budget.

Crédits sollicités pour 1948 fr.	10,000
Crédits alloués pour 1947	—

Allocation d'un secours pour l'exercice 1948.

111-14. Secours tenant lieu de pension :

A d'anciens militaires, à leurs veuves et à leurs familles;

A des veuves (ou à la famille) de militaires de carrière ne bénéficiant pas d'une pension de survie du chef de retenues sur le traitement du mari ou du père.

Crédits sollicités pour 1948 fr.	1,550,000
Crédits alloués pour 1947	3,330,000
Dépenses probables pour 1946	1,547,408

Au 1^{er} janvier 1948, il y aura encore 565 secours à payer, d'un taux de 2,600 francs fr.

On prévoit qu'il s'en ajoutera 12 en 1948, taux moyen : 1,625 francs 19,500

Fr. 1,488,500

Avant le transfert de l'Administration des Pensions militaires du Ministère de la Défense Nationale au Ministère du Budget ce crédit devait couvrir les dépenses de deux services distincts du Ministère de la Défense Nationale.

Le crédit demandé pour 1948 est destiné uniquement aux besoins de l'Administration des Pensions Militaires, d'où la différence constatée.

111-15. Secours tenant lieu de pension à des veuves (ou à la famille) d'anciens gendarmes ne bénéficiant pas d'une pension de survie du chef de retenues sur le traitement du mari ou du père.

Crédits sollicités pour 1948 fr.	50,000
Crédits alloués pour 1947	75,000
Dépenses probables pour 1946	45,823

111-11. Als pensioen geldende hulp gelden aan oudbedienden, aan weduwen (of aan het gezin) van oudbedienden der van het Departement van Landsverdediging afhangelende diensten en inrichtingen, die geen aanspraak kunnen maken op een pensioen ten laste van een voorzorginstelling of die geen overlevingspensioen wegens kortingen op het loon genieten.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	450,000
Kredieten verleend voor 1947	650,000

Vermindering van het aantal en het bedrag der hulp gelden,

111-12. Financiën.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	300,000
Kredieten verleend voor 1947	400,000
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946	144,000

111-13. Begroting.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	10,000
Kredieten verleend voor 1947	—

Toekenning van een hulp geld voor het dienstjaar 1948.

Aan oudmilitairen, aan hun weduwen en aan hun

1. Aan oudmilitairen, aan hun weduwen en aan hun gezinnen;

Aan weduwen (of aan het gezin) van beroepsmilitairen die geen overlevingspensioen wegens kortingen op de wedde van de echtgenoot of van de vader kunnen genieten.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	1,550,000
Kredieten verleend voor 1947	3,330,000
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946	1,547,408

Op 1 Januari 1948, zullen er nog 565 hulp gelden te betalen zijn tegen een bedrag van 2,600 frank . fr.

Voorzien wordt dat er nog 12 in 1948 zullen bijkomen tegen een gemiddeld bedrag van 1,625 frank 19,500

Fr. 1,488,500

Vóór de overdracht van het Bestuur der Militaire Pensioenen van het Ministerie van Landsverdediging naar het Ministerie van Begroting moest dit krediet de uitgaven van twee verschillende diensten van het Ministerie van Landsverdediging dekken.

Het krediet aangevraagd voor 1948 is slechts bestemd voor de behoeften van het Bestuur der Militaire Pensioenen, dit is dan ook de reden van het verschil.

111-15. Als pensioen geldende hulp gelden aan weduwen (of aan het gezin) van gewezen rijkswachters die geen overlevingspensioen wegens kortingen op de wedde van de echtgenoot of van de vader kunnen genieten.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	50,000
Kredieten verleend voor 1947	75,000
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946	45,823

Il existe 14 bénéficiaires dont :

12 au taux moyen de 2,600 francs . . . fr.	31,200
2 au taux moyen de 7,960 francs	15,920
Fr.	47,120

Lors de l'établissement des prévisions pour l'exercice 1947, il n'avait pas été possible, faute d'éléments d'appréciation suffisants, de chiffrer avec exactitude le supplément devant résulter de l'accroissement du taux des secours. Les éléments dont on dispose actuellement permettent de mieux déterminer les besoins.

111-16. Secours tenant lieu de pension à des veuves d'officiers qui ont contracté mariage après leur mise à la retraite.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	650,000
Crédits alloués pour 1947	705,000
Dépenses probables pour 1946	588,120

Au 1^{er} janvier il existera encore 86 bénéficiaires au taux moyen de 6,960 francs fr. 598,560

De nouvelles bénéficiaires surviendront au nombre de 8 au même taux de 5,000 francs . . . 40,000

Fr. 638,560

Pensions et allocations payées à l'intervention de la Caisse Nationale des Pensions de la Guerre (guerre 1914-1918).

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	2,248,910,000
Crédits alloués pour 1947	2,044,435,000

Art. 112. — Subventions à verser au Fonds de Dotation pour les pensions de guerre, les majorations de rente de vieillesse et de veuve et les allocations d'orphelins, pour le service des pensions, rentes et allocations autres que celles dont le financement est mis à sa charge par l'article 2, § A, de l'arrêté royal n° 16 du 22 juillet 1939.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	1,582,910,000
Crédits alloués pour 1947	1,434,435,000

Le Fonds de dotation mettant à la disposition de la Caisse Nationale des Pensions de la Guerre, au fur et à mesure de ses besoins, les sommes nécessaires à tous les paiements de pensions et rentes assumés par cette Caisse, doit être couvert par le Trésor, ainsi que le prévoit l'article 6 de l'arrêté royal n° 16 du 22 juillet 1939, des dépenses dont il n'est pas tenu d'assurer lui-même le financement.

Er bselaan 14 verkrijgers waarvan :

12 met het gemiddeld bedrag van 2,600 fr.	31,200
2 met het gemiddeld bedrag van 7,960 fr.	15,920
Fr.	47,120

Bij het opmaken der ramingen voor dienstjaar 1947, was het niet mogelijk geweest bij gebrek aan genoegzame beoordelingsgegevens nauwkeurig het cijfer te bepalen van het bijkomend bedrag dat moest voortvloeien uit de verhoging van de hulpelden. De gegevens die thans voorhanden zijn maken het mogelijk beter de behoeften vast te stellen.

111-16. Als pensioen geldende hulpelden aan weduwen van officieren die na hun pensioenering in 't huwelijk getreden zijn.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	650,000
Kredieten verleend voor 1947	705,000
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946	588,120

Op 1 Januari zullen er nog 86 gerechtigden bestaan met een gemiddeld bedrag van 6,960 frank . . . fr. 598,560

Nieuwe gerechtigden ten getale van 8 zullen in aanmerking komen voor een gemiddeld bedrag van 5,000 frank 40,000

Fr. 638,560

Pensioenen en toelagen uitbetaald door tussenkomst van de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen (oorlog 1914-1918).

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	2,248,910,000
Kredieten verleend voor 1946	2,044,435,000

Art. 112. — Subsidiën aan het Dotatiefonds voor oorlogspensioenen, ouderdoms- en weduwerentetoelagen en wezenloelagen te storten voor de dienst der pensioenen, renten en toelagen andere dan die waarvan de financiering bij artikel 2, § A van het koninklijk besluit n° 16 van 22 Juli 1939 te zijne laste werden gesteld.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	1,582,910,000
Kredieten verleend voor 1947	1,434,435,000

Daar het Dotatiefonds ter beschikking van de Nationale Kas der Oorlogspensioenen naar gelang van haar behoeften de sommen stelt die nodig zijn voor al de uitkeringen van de door deze Kas op zich genomen pensioenen en renten, dient hetzelfde door de Schatkist gedekt, zoals voorzien bij artikel 6 van het koninklijk besluit n° 16 dd. 22 Juli 1939, voor de uitgaven waarvoor het niet verplicht is zelf de financiering te verzekeren.

C'est pourquoi le présent crédit comprend :

a) Les subventions nécessaires à la liquidation des pensions militaires d'ancienneté fr. 716,000,000

b) Les subventions nécessaires à la liquidation des rentes et allocations dérivant de la guerre et qui ne doivent pas être supportées par le Fonds de dotation 866,910,000

Total. fr. 1,582,910,000

On trouvera ci-après le détail des dépenses prévues :

a) Pensions militaires d'ancienneté :

Termes réguliers (taux pleins) fr. 314,000,000
Augmentation de 125 % 392,000,000

Avec maximum de 135,000 francs (arrêté du 26 octobre 1946) 706,000,000
Arriérés 10,000,000

Total. fr. 716,000,000

b) Pensions et allocations diverses (sur la base de 44 tranches de partie mobile; une tranche = environ 5,170,000 francs de dépenses trimestrielles) :

1. Majorations pour enfants comprises dans les pensions militaires d'invalidité fr. 7,000,000
2. Montant des 17^e à 44^e tranches de partie mobile sur les pensions militaires d'invalidité 403,000,000
3. Rentes pour chevrons de front (montant de la réduction de 10 % supprimée en 1944) 37,900,000
4. Rentes dans les ordres nationaux 10,000,000
5. Pensions de veuves et orphelins et la subvention prévue par l'arrêté du 11 mars 1946 316,000,000
6. Allocations aux ascendants de militaires 29,000,000
7. Dotation aux enfants de combattants 10,000

8. Allocations aux victimes de la guerre :

a) 17^e à 44^e tranches partie mobile 62,000,000

b) Charge supplémentaire résultant de la loi du 13 janvier 1939 2,000,000

64,000,000

Fr. 866,910,000

Art. 113. — Indemnité mensuelle d'attente égale à 20 % (maximum de 500 francs) de la mensualité globale (maximum de 5,250 francs) aux titulaires d'une pension militaire d'ancienneté dans laquelle entre un élément dérivant de la guerre 1914-1918.

Crédits sollicités pour 1948 fr. 56,000,000

Crédits alloués pour 1947

Dit krediet omvat dan ook :

a) De subsidiën nodig voor de vereffening van de militaire anciënniteitspensioenen fr. 716,000,000

b) De nodige subsidiën voor de vereffening van renten en toelagen voortvloeiend uit de oorlog en die niet hoeven ten laste genomen door het Dotatiefonds 866,910,000

Totaal. fr. 1,582,910,000

Opgave van de voorziene uitgaven voor :

a) Militaire pensioenen wegens diensttijd :

Regelmatige termijnen (volle bedragen) fr. 314,000,000
Verhoging met 125 t.h. 392,000,000

Met maximum van 135,000 frank (besluit van 26 October 1946) 706,000,000
Achterstallen 10,000,000

Totaal. fr. 716,000,000

b) Allerhande pensioenen en toelagen (op grond van 44 reeksen glijdende bijslag; een reeks = ongeveer 5,170,000 frank, uitgaven per kwartaal) :

1. Toeslagen voor kinderen in de militaire invaliditeitspensioenen begrepen fr. 7,000,000
2. Bedrag van 17^e tot 44^e reeksen van de glijdende bijslag op de militaire invaliditeitspensioenen 403,000,000
3. Frontstreeprenten (bedrag van de vermindering met 10 t.h. afgeschaft in 1944) 37,900,000
4. Rentes der nationale orden 10,000,000
5. Weduwen en wezenpensioenen en de toelage voorzien bij besluit dd. 11 Maart 1946 316,000,000
6. Toelagen aan ascendenten van militairen 29,000,000
7. Dotatie voor de kinderen der oudstrijders 10,000

8. Toelagen aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers :

a) 17^e tot 44^e reeksen glijdende bijslag fr. 62,000,000

b) Aanvullende last voortvloeiend uit de wet van 13 Januari 1939 2,000,000

64,000,000

Fr. 866,910,000

Art. 113. — Maandelijks wachtvergoeding gelijk aan 20 t.h. (maximum van 500 frank) van het globaal maandelijks bedrag (maximum van 5,250 frank) aan de titularissen van een uit de oorlog 1914-1918 voortkomend element bevattend militair anciënniteitspensioen.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr. 56,000,000

Kredieten verleend voor 1947

Il a été décidé :

a) D'octroyer aux titulaires d'une pension de retraite ou de survie à charge de l'Etat et de la Caisse des Ouvriers une indemnité mensuelle d'attente égale à 20 % du montant de la mensualité globale dont les intéressés jouissent actuellement, cette indemnité ne pouvant excéder 500 francs par mois ni porter le total de la mensualité brute à une somme supérieure à 5,250 francs;

b) D'assurer sous certaines conditions aux titulaires d'une pension de retraite une pension égale au total de la majoration de la rente de vieillesse et au complément auxquels les intéressés auraient pu prétendre s'ils avaient été soumis au régime de la sécurité sociale.

Un projet de loi consacrant cette décision sera déposé incessamment sur le bureau des Chambres législatives.

Art. 114. — Annuité constante à verser au Fonds de Dotation pour les pensions de guerre, les majorations de rentes de vieillesse et de veuve et les allocations d'orphelins, en vue de lui permettre de financer les dépenses énumérées à l'article 2, § A, de l'arrêté royal n° 16 du 22 juillet 1939).

Crédits sollicités pour 1948	fr. 610,000,000
Crédits alloués pour 1947	610,000,000

*Pensions civiles et ecclésiastiques
et pensions militaires du temps de paix, etc.*

Crédits sollicités pour 1948	fr. 1,252,351,800
Crédits alloués pour 1947	963,187,040
Dépenses probables pour 1946	1,071,077,252

Art. 115. — Pensions diverses de l'exercice en cours et des exercices antérieurs clos et périmés (y compris les pensions de retraite pour limite d'âge allouées aux sauveteurs volontaires de l'Administration de la Marine par la loi du 7 mars 1935).

Crédits sollicités pour 1948	fr. 1,147,348,500
Crédits alloués pour 1947	963,183,740
Dépenses probables pour 1946	1,071,074,000

Décomposition de l'évaluation pour 1948 :

Ordres nationaux	fr. 111,000
Pensions ecclésiastiques	26,100,000
Pensions militaires anciennes	7,377,500

Pensions et allocations accordées pour le temps de paix en vertu des lois coordonnées des 23 novembre 1919 et 31 juillet 1923 sur les pensions militaires	36,264,250
Pensions civiles	599,361,750

Pensions des professeurs et instituteurs communaux, des membres du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes adoptées et adoptables, des membres du personnel des écoles normales provinciales

Een beslissing werd genomen strekkende :

a) Tot het verlenen, aan de gerechtigden op een rust- of overlevingspensioen ten laste van de Staat en de Werkliedenkas, van een maandelijks wachtvergoeding gelijk aan 20 t.h. van het bedrag van het gezamenlijk maandgeld dat de betrokkenen thans genieten, welke vergoeding niet meer dan 500 frank per maand mag belopen, noch het totaal van het bruto-maandgeld op een som van meer dan 5,250 frank brengen;

b) Tot het verschaffen, onder sommige voorwaarden, aan de gerechtigden op een rustpensioen van een pensioen gelijk aan het totaal van de ouderdomsrentetoeslag en de aanvullende rente waarop de betrokkenen aanspraak hadden kunnen maken, indien zij onderworpen waren geweest aan het stelsel der maatschappelijke zekerheid.

Een ontwerp van wet tot wettiging van deze beslissing zal eerstdaags ingediend worden bij de Wetgevende Vergaderingen.

Art. 114. — Vaste annuïteit te storten op het Dotatiefonds voor oorlogspensioenen, ouderdoms- en weduwerentetoeslagen en wezentoelagen, met het oog op het financieren der in artikel 2, § A van het koninklijk besluit n° 16 van 22 Juli 1939 opgenoemde uitgaven.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	610,000,000
Kredieten verleend voor 1947 . . .	610,000,000

*Burgerlijke en kerkelijke pensioenen
en militaire pensioenen van de vredetijd, enz.*

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	1,252,351,800
Kredieten verleend voor 1947 . . .	963,187,040
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946 .	1,071,077,252

Art. 115. — Diverse pensioenen van het lopend dienstjaar en de vroegere dienstjaren afgesloten en vervallen (waaronder de rustpensioenen wegens grensleeftijd aan de vrijwillige redders van het Bestuur van Zeewezzen, bij de wet van 7 Maart 1935 toegekend).

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	1,147,348,500
Kredieten verleend voor 1947 . . .	963,183,740
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946 .	1,071,074,000

Ontleding van de raming voor 1948 :

Nationale orden	fr. 111,000
Kerkelijke pensioenen	26,100,000
Militaire anciënniteitspensioenen	7,377,500

Pensioenen en toelagen toegestaan voor de vredetijd krachtens de samengevoegde wetten van 23 November 1919 en 31 Juli 1923 op de militaire pensioenen	36,264,250
Burgerlijke pensioenen	599,361,750

Pensioenen van de gemeenteleraars en onderwijzers, de leden van het onderwyzend personeel der aangenomen en aanneembare lagere en bewaarscholen, de leden van het personeel der aangenomen

ou libres agréées et des écoles d'application primaires ou gardiennes annexées 475,789,500

Pensions Eupen-Malmédy (titulaires habitant en Belgique) 630,000

Pensions accordées par des lois spéciales 477,000

Parts de pensions des fonctionnaires et employés des établissements publics autonomes et des régies instituées par l'Etat (arrêté royal du 27 février 1935, n° 117) 1,237,500

Montant du crédit. . fr. 1,147,348,500

Les crédits inscrits au budget de 1947 s'élevaient à 963,183,740 francs. Si l'on y ajoute une somme de 113 millions de francs qui est nécessaire pour assurer le paiement de la dépense supplémentaire provenant de l'application de l'arrêté-loi du 29 octobre 1946 portant à 2.25 le coefficient de majoration des pensions, la dépense totale de l'exercice 1947 s'élèvera approximativement à 1 milliard 076,200,000 francs.

Pour 1948, il y a lieu de prévoir une augmentation de 71,148,500 francs qui se subdivise comme suit :

1. Augmentation du nombre des pensions à concurrence de 1,300.

Le développement de l'intervention de l'Etat dans différents domaines après la guerre 1914-1918 s'est traduit par une extension considérable de l'effectif du personnel des services publics.

En ce qui concerne notamment l'enseignement, la loi du 19 mai 1914 sur l'instruction obligatoire a donné lieu, à partir de 1919, à un recrutement massif de membres de l'enseignement primaire. Beaucoup d'entre eux arrivent à présent au terme d'une carrière qui leur assure une pension normale (30 ans de service, y compris les services militaires et 2 années attachées à la possession du diplôme). Au surplus, depuis cette époque l'enseignement s'est développé à tous les degrés. Par ailleurs, les pensions prématurées se sont multipliées en raison du fait que le corps administratif et enseignant compte de nombreux anciens combattants et invalides de guerre.

Ce mouvement ascendant, confirmé par le nombre des dossiers actuellement à l'instruction, permet d'évaluer à 1,300 l'accroissement numérique des pensions en 1948. La moyenne du montant d'une pension s'élevant environ à 38,000 francs, la dépense supplémentaire peut être fixée à $38,000 \times 1,300 = 49,400,000$ francs.

2. La loi du 9 juin 1947 relevant le maximum de la pension des comptables du Ministère des Finances ainsi que des conservateurs des hypothèques et rendant, d'autre part, admissibles dans le calcul de la pension les services rendus en qualité de commis-agréé au dit Département entraîne une dépense annuelle s'élevant approximativement à 2,500,000 francs. La loi précitée sortant ses effets à partir du 1^{er} novembre 1944, la dépense totale s'élèvera en 1948 à 10,000,000 de francs environ.

3. A partir du 1^{er} janvier 1946 les nouveaux barèmes de traitement entrent dans l'établissement de la moyenne quinquennale servant de base au calcul de la pension.

provinciale of vrije normaalscholen en daaraan verbonden oefenscholen voor lager en bewaarscholenonderwijs 475,789,500

Pensioenen van Eupen-Malmédy (titulaires wonende in België) 630,000

Pensioen toegekend door bijzondere wetten 477,000

Pensioenaandelen van het personeel der zelfstandige openbare instellingen en de door de Staat opgerichte regies (koninklijk besluit van 27 Februari 1935, n° 117) 1,237,500

Bedrag van het krediet. . fr. 1,147,348,500

De kredieten uitgetrokken op de begroting van 1947 bedragen 963,183,740 frank. Voegt men er een som van 113,000,000 frank bij die nodig is om de betaling te verzekeren van de bijkomende uitgave voortvloeiend uit de toepassing van de besluitwet van 29 October 1946 houdende invoering van de verhogingscoëfficiënt 2.25, dan zal de totale uitgave van dienstjaar 1947 ongeveer 1 milliard 076,200,000 frank bereiken.

Voor 1948 dient een verhoging voorzien van 71,148,500 frank die onderverdeeld wordt als volgt :

1. Verhoging van het aantal pensioenen ten belope van 1.300.

De uitbreiding van de tussenkomst van de Staat in tal van gebieden na de oorlog 1914-1918 heeft aanleiding gegeven tot een aanzienlijke uitbreiding van de getalsterkte van het personeel der openbare diensten.

Wat onder meer het onderwijs betreft, heeft de wet van 19 Mei 1914 op de schoolplicht sedert 1919 aanleiding gegeven tot een massale aanwerving van leerkrachten van het lager onderwijs. Velen onder hen bereiken thans het einde van een loopbaan die hun een normaal pensioen verzekert (30 jaar dienst met inbegrip van de militaire diensten en 2 jaar wegens het bezit van hun diploma). Bovendien heeft het onderwijs sedert dit tijdstip in alle graden uitbreiding genomen. Verder heeft zich een aangroei van vervroegde oppensioenstellingen voorgedaan wegens het feit dat het administratief en onderwijzend personeel tal van oudstrijders en oorlogsinvaliden telt.

Deze slijgende beweging, die ook blijkt uit het aantal thans voor onderzoek voorliggende dossiers, noopt er toe de vermeerdering der pensioenen in 1948 op 1,300 te ramen. Daar het gemiddeld bedrag van een pensioen nagenoeg 38,000 frank beloopt, mag de bijkomende uitgave op $38,000 \times 1,300 = 49,400,000$ frank vastgesteld worden.

2. De wet van 9 Juni 1947 houdende verhoging van het maximum van het pensioen der rekenplichtigen van het Ministerie van Financiën en der hypotheekbewaarders, en houdende anderdeels geldigmaking voor de berekening van het pensioen van de diensten bewezen door de aangenomen schrijvers in bedoeld Departement brengt een jaarlijkse uitgave met zich die nagenoeg 2,500,000 frank bereikt. Daar deze wet in werking treedt op 1 November 1944 zal de totale uitgave in 1948 ongeveer 10,000,000 frank bereiken.

3. Met ingang van 1 Januari 1946 komen de weddeschalen in aanmerking voor het vaststellen van de middenwedde der laatste vijf jaren waarop het pensioen berekend wordt.

La dépense supplémentaire qui en résultera pour l'exercice 1948 est évaluée à 10,500,000 francs.

4. Les pensions accordées nominativement par le Parlement aux ayants-droit de personnes qui ont rendu des services éminents au pays font l'objet d'un projet de loi tendant à porter leur coefficient de majoration à 2.25 et à ajouter à la liste des bénéficiaires la veuve de M. Delaveleye, ancien ministre.

La dépense supplémentaire à résulter de ces mesures s'élève pour 1948 à 183,500 francs.

5. Il y a lieu de prévoir que l'armée sera remise sur le pied de paix dans un avenir prochain. Cette mesure entraînera une augmentation du nombre des pensions militaires nouvelles (invalidité, veuves et orphelins, ascendants), augmentation qui peut être estimée à 550.

La moyenne du montant de ces pensions s'élevant à environ 3,400 francs, la dépense supplémentaire est évaluée à 1,870,000 francs.

Par contre, le nombre des pensions militaires anciennes diminue progressivement.

En comparaison avec l'exercice 1947, la réduction est estimée à 805,000 francs.

La majoration globale à résulter des évaluations ci-dessus s'établit donc comme suit :

1° Augmentation du nombre et de la moyenne des pensions	fr. 49,400,000
2° Augmentation résultant de l'application de la loi du 9 juin 1947	10,000,000
3° Augmentation résultant des nouveaux barèmes de traitement entrant en ligne de compte à partir du 1 ^{er} janvier 1946	10,500,000
4° Augmentation des pensions nominatives accordées par le Parlement	183,500
5° Augmentation du nombre des pensions militaires nouvelles du temps de paix	1,870,000
	Fr. 71,953,500

A déduire : montant de la réduction des pensions militaires anciennes du temps de paix	805,000
	Fr. 71,148,500

Art. 116. — Indemnité mensuelle d'attente égale à 20 % (maximum de 500 francs) de la mensualité globale (maximum de 5,250 francs) aux titulaires de pensions civiles et de pensions militaires d'ancienneté du temps de paix.

Crédits sollicités pour 1948	fr. 105,000,000
Crédits alloués pour 1947	—
Dépenses probables pour 1946	—

Même justification qu'à l'article 113.

De bijkomende uitgave die er voor dienstjaar 1948 uit voortvloeit wordt geraamd op 10,500,000 frank.

4. De door het Parlement nominatief verleende pensioenen aan de rechthebbenden van personen, die aan het Land uitnemende diensten hebben bewezen, hebben aanleiding gegeven tot een ontwerp van wet die er toe strekt de verhogingscoëfficiënt er van op 2.25 te brengen en de lijst der verkrijgers aan te vullen met de naam van de weduwe van de heer Delaveleye, gewezen minister.

De bijkomende uitgave die voor 1948 uit deze maatregelen moet voortvloeien bedraagt 183,500 frank.

5. Er dient voorzien dat het leger in een nabije toekomst op voet van vrede zal teruggebracht worden. Deze maatregel zal een verhoging van het aantal nieuwe militaire pensioenen tot gevolg hebben (invaliditeit, weduwen en wezen, ascendenten), welke verhoging mag geraamd worden op 550.

Daar het gemiddeld bedrag van deze pensioenen ongeveer 3,400 frank belooft, wordt de bijkomende uitgave op 1,870,000 frank geschat.

Daarentegen, vermindert het aantal militaire anciënniteitspensioenen geleidelijk.

Vergeleken met dienstjaar 1947 wordt de vermindering op 805,000 frank geschat.

De algemeene verhoging welke moet voortvloeien uit bovenstaande ramingen doet zich als volgt voor :

1° Verhoging van het aantal en het gemiddelde der pensioenen	fr. 49,400,000
2° Verhoging voortvloeiend uit de toepassing van de wet van 9 Juni 1947	10,000,000
3° Verhoging voortvloeiend uit de nieuwe weddeschalen die met ingang van 1 Januari 1946 in aanmerking komen	10,500,000
4° Verhoging van de door het Parlement op naam toegekende pensioenen	183,500
5° Verhoging van het aantal nieuwe militaire pensioenen van de vredeestijd	1,870,000
	fr. 71,953,500

Af te trekken : bedrag van de vermindering der militaire anciënniteitspensioenen van de vredeestijd	805,000
	Fr. 71,148,500

Art. 116. — Maandelijksche wachtvergoeding gelijk aan 20 t.h. (maximum van 500 frank) van het globaal bedrag (maximum van 5,250 frank) aan de titularissen van burgerlijke pensioenen en van militaire anciënniteitspensioenen van de vredeestijd.

Kredieten aangevraagd voor 1947. fr.	105,000,000
Kredieten verleend voor 1947 . . .	—
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946.	—

Zelfde verantwoording als voor artikel 113.

Art. 117. — Rentes viagères allouées par le Tribunal arbitral mixte germano-belge.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	3,300
Crédits alloués pour 1947	3,300
Dépenses probables pour 1946	3,252

Aucune modification n'est prévue quant au nombre de bénéficiaires en 1948.

Pensions et rentes diverses.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	839,782
Crédits alloués pour 1947	843,016

Art. 118. — Rente annuelle et viagère à M^{me} Samain-Lafontaine.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	18,000
Crédits alloués pour 1947	18,000
Dépenses probables pour 1946	18,000

Le legs très important fait par M. Gustave Vermeersch aux Musées royaux d'Art et d'Histoire et au Conservatoire royal de Musique de Bruxelles (arrêté royal d'acceptation du 9 février 1911) était grevé d'une rente annuelle et viagère de 2,500 francs, léguée par le testateur à M^{lle} Juliette Lafontaine, qui était à son service.

Cette rente a été portée successivement à 15,000 francs au 1^{er} janvier 1930 et à 18,000 francs au 1^{er} janvier 1944.

Art. 119. — Pensions des ouvriers ci-après dénommés, de l'Ecole industrielle supérieure de l'Etat à Gand, qui ont été mis à la retraite avant la reprise de l'école par l'Etat :

Berbiers Hippolyte fr.	16,300
Capelier Henri	10,100

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	26,400
Crédits alloués pour 1947	26,400
Dépenses probables pour 1946	47,000

Ce crédit représente le montant de la pension servie par la Ville de Gand à quelques vieux serviteurs de l'Ecole, mis à la retraite antérieurement à la reprise de l'Institution par l'Etat.

Le nombre de bénéficiaires qui était primitivement de quatre est ramené à deux depuis 1947.

Art. 117. — Lijfrenten door het Duits-Belgisch gemengd scheidsgerecht verleend.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	3,300
Kredieten verleend voor 1947	3,300
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946	3,252

Geen wijziging betreffende het aantal der rechthebbenden voor 1948 wordt voorzien.

Verschillende pensioenen en renten.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	839,782
Kredieten verleend voor 1947	843,016

Art. 118. — Jaarlijkse en levenslange rente aan Mev. Samain-Lafontaine.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	18,000
Kredieten verleend voor 1947	18,000
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946	18,000

Het zeer belangrijk legaat door de heer Gustave Vermeersch vermaakt aan de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis et aan het Koninklijk Muziekconservatorium te Brussel (koninklijk aanvaardingsbesluit van 9 Februari 1911), was bezwaard met een jaarlijkse en levenslange rente van 2,500 frank door de erflater vermaakt aan Mej. Juliette Lafontaine, die bij hem in dienst was.

Deze rente werd achtereenvolgens gebracht op 15,000 frank met ingang van 1 Januari 1930, en op 18,000 frank met ingang van 1 Januari 1944.

Art. 119. — Pensioenen der hierna vermelde werklieden van de Rijkshogere Nijverheidsschool te Gent, die in ruste gesteld werden voor de overname der school door de Staat :

Berbiers Hippolyte fr.	16,300
Capelier Henri	10,100

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	26,400
Kredieten verleend voor 1947	26,400
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946	47,000

Dit krediet vertegenwoordigt het bedrag van het pensioen, dat door de Stad Gent werd verleend aan enkele bedienden van de school die voor de overname van de inrichting door de Staat in ruste gesteld werden.

Het aantal rechthebbenden dat eerst op vier was vastgesteld is sedert 1947 op twee geslonken.

Art. 5-3 (de 1947). — *Academia Belgica* à Rome : rente annuelle et viagère au donateur d'une bibliothèque historique.

Article supprimé. Il s'agissait ici d'une rente allouée au donateur d'une très précieuse bibliothèque. Etant donné que le donateur est décédé en 1947 et que la rente était non réversible, il n'y a plus lieu de prévoir un crédit.

Art. 120. — Rentes annuelles et pensions accordées :

- 1° A d'anciens agents hors d'état de remplir leurs fonctions;
- 2° A des veuves et enfants d'agents décédés dans l'exercice de leurs fonctions.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	4,500
Crédits alloués pour 1947	4,500

Art. 121. — Allocations de retraite aux anciens cantonniers et aux anciens ouvriers de la Régie permanente du Brabant.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	750,000
Crédits alloués pour 1947	600,000

Augmentation par suite de la majoration des taux des pensions.

Art. 122. — Rentes viagères allouées à d'anciens délégués des mines, accidentés en service ou à leurs veuves.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	12,000
Crédits alloués pour 1947	21,000

Crédit suffisant.

Art. 123. — Part d'intervention de l'Etat dans la pension servie à M. J. Gavache par l'Institut de Médecine tropicale « Prince Léopold ».

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	25,782
Crédits alloués pour 1947	20,016
Dépenses probables pour 1946 . . .	21,485

Pension nominale fr.	9,549
Majoration de 125 %	11,936

Fr. 21,485

Indemnité mensuelle d'attente de 20 % . . . 4,297

Fr. 25,782

Art. 5-3 (van 1947). — *Academia Belgica* te Rome : jaarlijkse lijfrente aan de schenker van een historische bibliotheek.

Geschrappt artikel. Het ging hier om een rente toegekend aan de schenker van een zeer kostbare historische bibliotheek. Gezien de schenker in 1947 overleden is, en de rente niet kan gestort worden aan een tweede persoon, dient er geen krediet meer voorzien.

Art. 120. — Jaarrenten en pensioenen verleend :

- 1° Aan gewezen bedienden, niet meer in staat hun ambt te vervullen;
- 2° Aan weduwen en wezen van leden van het personeel overleden bij het uitoefenen van hun betrekking.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	4,500
Kredieten verleend voor 1947 . . .	4,500

Art. 121. — Pensioentegemoetkomingen aan de gewezen kantoniers en aan de gewezen werklieden van de Vaste Regie van Brabant.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	750,000
Kredieten verleend voor 1947 . . .	600,000

Vermeerdering voortkomend uit de verhoging van het bedrag der pensioenen.

Art. 122. — Lijfrenten toegekend aan gewezen mijnafgevaardigden, in dienst door een ongeval getroffen, of aan hun weduwen.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	12,000
Kredieten verleend voor 1947 . . .	21,000

Toereikend krediet.

Art. 123. — Aandeel van de Staat in het aan de heer J. Gavache door het Instituut voor Tropische Ziekten « Prins Leopold » toegekend pensioen.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	25,782
Kredieten verleend voor 1947 . . .	20,016
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946 .	21,485

Nominaal pensioen fr.	9,549
Verhoging met 125 t.h.	11,936

Fr. 21,485

Maandelijkse wachtvergoeding van 20 t.h. . . 4,297

Fr. 25,782

Art. 124. — Subside à la Caisse du Grand Central belge du chef de majorations de pensions accordées en exécution de la loi du 3 juin 1920.

Crédits sollicités pour 1948 . . .	3,100
Crédits alloués pour 1947 . . .	3,100
Crédit maintenu.	

*Subsides à la Caisse des Ouvriers
du Ministère du Budget.*

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	11,803,800
Crédits alloués pour 1947	8,621,700

Application de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1937, portant modification aux statuts de la Caisse des Ouvriers du Département des Postes, Télégraphes et Téléphones. L'article 53 des statuts stipule notamment : « Les pensions allouées aux ouvriers en exécution de l'article 19, 1^o, 2^o et 3^o (des statuts), de même que les pensions ou compléments de pensions résultant de l'application de l'article 19, 4^o, sont remboursées annuellement à la Caisse des Ouvriers par voie de subside à charge du budget ou de la Régie des T.T.

Sont également peunonnes au budget les sommes nécessaires au remboursement à la Caisse, :

1. Des pensions ou compléments de pensions résultant de l'application de l'article 82 (veuves et orphelins);

2. Des secours payés à d'anciens ouvriers ou à leurs ayants droit qui se trouvent dans une situation malheureuse;

3. De la dépense supplémentaire résultant de la majoration des pensions en conformité avec l'article 6 de la loi du 3 juin 1920.

Il faut tenir compte également de la dépense supplémentaire résultant de la péréquation des pensions.

La Caisse a été transférée du Ministère des Communications au Ministère du Budget.

Art. 125. — Justice.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	15,000
Crédits alloués pour 1947	15,000

Art. 126. — Justice. Indemnité mensuelle d'attente.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	3,000
Crédits alloués pour 1947	—

Même justification qu'à l'article 118.

Art. 124. — Subsidie aan de « Caisse du Grand Central belge » uit hoofde van pensioensverhogingen verleend bij toepassing van de wet van 3 Juni 1920.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	3,100
Kredieten verleend voor 1947	3,100
Gehandhaafd krediet.	

*Subsidies aan de Werkliedenkas
van het Ministerie van Begroting.*

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	11,803,800
Kredieten verleend voor 1947	8,621,700

Toepassing van het koninklijk besluit van 1 Juli 1937 houdende wijziging van de statuten van de Werkliedenkas van het Departement van Posterijen, Telegrafie en Telefonie. Artikel 53 dezer statuten luidt namelijk als volgt : « De pensioenen aan de werklieden toegekend ter uitvoering van artikel 19, 1^o, 2^o en 3^o (der statuten), alsmede de pensioenen of pensioenaanvullingen, voortvloeiend uit de toepassing van artikel 19, 4^o, worden jaarlijks aan de Werkliedenkas terugbetaald bij wege van subsidie ten laste van de begroting of van de Regie van T.T.

Worden eveneens op de begroting aangevraagd de nodige sommen tot terugbetaling aan de Kas :

1. Van de pensioenen of pensioenaanvullingen die voortvloeien uit de toepassing van artikel 82 (weduwen en wezen);

2. Van de hulpelden, betaald aan gewezen werklieden of aan hun rechtverkrijgenden, die in behoeftige toestand verkeren;

3. Van de bijkomende uitgave welke voortvloeit uit de verhoging der pensioenen overeenkomstig artikel 6 van de wet van 3 Juni 1920.

Er dient ook rekening gehouden met de verhoging voortvloeiend uit de aanpassing der pensioenen.

De Kas werd van het Ministerie van Verkeerswezen naar het Ministerie van Begroting overgebracht.

Art. 125. — Justitie.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	15,000
Kredieten verleend voor 1947	15,000

Art. 126. — Justitie. Maandelijkse wachtvergoeding.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	3,000
Kredieten verleend voor 1947	—

Zelfde verantwoording als voor artikel 118.

Art. 127. — Santé Publique et Famille.

Crédits sollicités pour 1948 fr.	120,000
Crédits alloués pour 1947	97,500

Art. 128. — Santé Publique et Famille. Indemnité mensuelle d'attente.

Crédits sollicités pour 1948 fr.	20,000
Crédits alloués pour 1947	—

Même justification qu'à l'article 113.

Art. 129. — Instruction Publique.

Crédits sollicités pour 1948 fr.	30,000
Crédits alloués pour 1947	26,000

Art. 130. — Instruction Publique. Indemnité mensuelle d'attente.

Crédits sollicités pour 1948 fr.	10,000
Crédits alloués pour 1947	—

Même justification qu'à l'article 113.

Art. 131. — Travaux Publics.

Crédits sollicités pour 1948 fr.	800,000
Crédits alloués pour 1947	720,000

Art. 132. — Travaux Publics. Indemnité mensuelle d'attente.

Crédits sollicités pour 1948 fr.	150,000
Crédits alloués pour 1947	—

Même justification qu'à l'article 113.

Art. 133. — Affaires Economiques.

Crédits sollicités pour 1948 fr.	20,000
Crédits alloués pour 1947	20,000

Art. 134. — Affaires Economiques. Indemnité mensuelle d'attente.

Crédits sollicités pour 1948 fr.	5,000
Crédits alloués pour 1947	—

Même justification qu'à l'article 113.

Art. 127. — Volksgezondheid en Gezin.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	120,000
Kredieten verleend voor 1947 . . .	97,500

Art. 128. — Volksgezondheid en Gezin. Maandelijks wachtvergoeding.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	20,000
Kredieten verleend voor 1947	—

Zelfde verantwoording als voor artikel 113.

Art. 129. — Openbaar Onderwijs.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	30,000
Kredieten verleend voor 1947	26,000

Art. 130. — Openbaar Onderwijs. Maandelijks wachtvergoeding.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	10,000
Kredieten verleend voor 1947	—

Zelfde verantwoording als voor artikel 113.

Art. 131. — Openbare Werken.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	800,000
Kredieten verleend voor 1947	720,000

Art. 132. — Openbare Werken. Maandelijks wachtvergoeding.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	150,000
Kredieten verleend voor 1947	—

Zelfde verantwoording als voor artikel 113.

Art. 133. — Economische Zaken.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	20,000
Kredieten verleend voor 1947	20,000

Art. 134. — Economische Zaken. Maandelijks wachtvergoeding.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	5,000
Kredieten verleend voor 1947	—

Zelfde verantwoording als voor artikel 113.

Art. 135. — Colonies.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	15,000
Crédits alloués pour 1947	15,000

Art. 136. — Colonies. Indemnité mensuelle d'attente.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	3,000
Crédits alloués pour 1947	—

Même justification qu'à l'article 113.

Art. 137. — Défense nationale.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	3,330,000
Crédits alloués pour 1947	2,650,000

Art. 138. — Défense Nationale. Indemnité mensuelle d'attente.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	750,000
Crédits alloués pour 1947	—

Même justification qu'à l'article 113.

Art. 139. — Finances.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	105,000
Crédits alloués pour 1947	84,000

Art. 140. — Finances. Indemnité mensuelle d'attente.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	17,000
Crédits alloués pour 1947	—

Même justification qu'à l'article 113.

Art. 141. Budget.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	180,000
Crédits alloués pour 1947	100,000

a) Comité supérieur de Contrôle fr.	55,000
b) Secrétariat permanent de Recrutement . . .	25,000
c) Exécution de la loi du 3 juin 1920 sur les pensions	100,000

Fr. 180,000

Art. 135. — Koloniën.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	15,000
Kredieten verleend voor 1947	15,000

Art. 136. — Koloniën. Maandelijks wachtvergoeding.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	3,000
Kredieten verleend voor 1947	—

Zelfde verantwoording als voor artikel 113.

Art. 137. — Landsverdediging.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	3,330,000
Kredieten verleend voor 1947	2,650,000

Art. 138. — Landsverdediging. Maandelijks wachtvergoeding.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	750,000
Kredieten verleend voor 1947	—

Zelfde verantwoording als voor artikel 113.

Art. 139. — Financiën.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	105,000
Kredieten verleend voor 1947	84,000

Art. 140. — Financiën. Maandelijks wachtvergoeding.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	17,000
Kredieten verleend voor 1947	—

Zelfde verantwoording als voor artikel 113.

Art. 141. — Begroting.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	180,000
Kredieten verleend voor 1947	100,000

a) Hoog Comité van Toezicht fr.	55,000
b) Vast Wervingssecretariaat	25,000
c) Uitvoering van de wet van 3 Juni 1920 betreffende de pensioenen	100,000

Fr. 180,000

Art. 142. — Communications.

Crédits sollicités pour 1948	fr. 5,388,800
Crédits alloués pour 1947	4,894,200
a) Secrétariat général	fr. 284,600
b) Commission de réception des papiers, etc.	32,400
c) Ligne vicinale Mons-Boussu	313,000
d) Marine	1,819,500
e) Office central des Fournitures	334,300
f) Aéronautique	258,000
g) Pensions servies à des agents de l'ancienne administration des chemins de fer, révoqués pour incivisme (guerre 1914-1918) et réadmis sur avis de la Commission instituée par arrêté royal du 6 janvier 1934	85,000
h) Administration des Postes	2,262,000
	Fr. 5,388,800

Art. 143. — Communications. Indemnité mensuelle d'attente.

Crédits sollicités pour 1948	fr. 842,000
Crédits alloués pour 1947	—

Même justification qu'à l'article 113.

Dépenses résultant de la guerre 1940-1945.

Crédits sollicités pour 1948	fr. 1,719,863,000
Crédits alloués pour 1947	592,200,000
Dépenses probables pour 1946	309,501,230

Art. 144. — Pensions de réparation et rentes dérivant exclusivement de la guerre 1940-1945, pensions militaires d'ancienneté subséquentes ou qui contiennent un élément dérivant de cette guerre et avances sur ces pensions aux personnes énumérées aux articles 2 et 57 de la loi du 26 août 1947 sur les pensions de réparation (*y compris les arriérés pour la période antérieure au 1^{er} janvier 1948*).

Crédits sollicités pour 1948	987,435,000
Crédits alloués pour 1947	330,000,000
Dépenses probables pour 1946	181,000,000

Pensions de réparation :

Au 31 décembre 1947, il est prévu 55,000 pensions (taux moyen : 35 %) se répartissant comme suit :

19,000 pensions, art. 10, § 1, soit	163,590,000
36,000 pensions, art. 10, § 2, soit	367,920,000
800 pensions, art. 57, soit	6,890,000

Art. 142. — Verkeerswezen.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	5,388,800
Kredieten verleend voor 1947	4,894,200
a) Hoofdsecretariaat	fr. 284,600
b) Keurraad voor papier, enz.	32,400
c) Buurtlijn Bergen-Boussu	313,000
d) Zeewezen	1,819,500
e) Centraal Bureau voor Benodigdheden	334,300
f) Luchtvaart	258,000
g) Pensioenen uitbetaald aan personeel van het oud-bestuur van spoorwegen afgezet wegens burgerontrouw (oorlog 1914-1918), en terug aangenomen op advies van de Commissie ingesteld bij koninklijk besluit van 6 Januari 1934	85,000
h) Bestuur der Posterijen	2,262,000
	Fr. 5,388,800

Art. 143. — Verkeerswezen. Maandelijkse wachtvergoeding.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	842,000
Kredieten verleend voor 1947	—

Zelfde verantwoording als voor artikel 113.

Uitgaven voortvloeiend uit de oorlog 1940-1945.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	1,719,863,000
Kredieten verleend voor 1947	592,200,000
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946	309,501,230

Art. 144. — Vergoedingspensioenen en renten uitsluitend voortkomend uit de oorlog 1940-1945, daaruit voortvloeiende of een uit de oorlog voortkomend element bevattende militaire anciënniteitspensioenen en voorbehouden op deze pensioenen aan de bij artikelen 2 en 57 der wet van 26 Augustus 1947 op de vergoedingspensioenen opgesomde personen (*met inbegrip van de achterstallen over het tijdperk vóór 1 Januari 1948*).

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	987,435,000
Kredieten verleend voor 1947	330,000,000
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946	181,000,000

Vergoedingspensioenen :

Op 31 December 1947, worden er 55,000 pensioenen voorzien (gemiddeld bedrag 35 t.h.) als volgt onderverdeeld :

19,000 pensioenen, art. 10, § 1, zegge	fr. 163,590,000
36,000 pensioenen, art. 10, § 2, zegge	367,920,000
800 pensioenen, art. 57, zegge	6,890,000

Le budget de 1948 portera la charge résultant du paiement des arriérés sur la base des taux prévus par la loi sur les pensions de réparation.

Base 40 %, moyenne 3 ans, compte tenu des avances :

19,000 pensions, art. 10, § 1	76,950,000
36,000 pensions, art. 10, § 2	286,920,000

Fr. 902,270,000

Pensions d'ancienneté :

Existantes au 31 décembre 1947 : 2,666 pour une somme totale à 100 % : 23,110,000 × 2.25 52,000,000

Nouvelles :

Officiers : 100 pensions, taux moyen de 50,000 francs à 100 % : 5,000,000 de francs.

Subalternes : 1,360 pensions, taux moyen 18,000 francs à 100 % : 24,480,000 francs.

Total de 29,480,000 francs à payer en moyenne pendant 6 mois.

Charge à 100 % : 14,740,000 francs, multipliée par 2.25 33,165,000

Fr. 987,435,000

Art. 145. — Pensions, rentes aux veuves, orphelins et ascendants des différentes catégories d'ayants-droit énumérées aux articles 21 et suivants de la loi du 26 août 1947 sur les pensions de réparation (*y compris les arriérés antérieurs au 1^{er} janvier 1948*).

Crédits sollicités pour 1948	fr. 579,073,000
Crédits alloués pour 1947	145,000,000
Dépenses probables pour 1946	70,000,000

Veuves et orphelins.

Au 1^{er} janvier 1948, il existera 10,000 pensions. On prévoit l'octroi de 4,000 nouvelles pensions, ce qui, pour l'année 1948, représentera une charge de 14,000 pensions au taux moyen de 31,592 francs, soit fr. 442,288,000

Il n'est pas prévu d'arriérés, ces veuves et orphelins ayant touché antérieurement la pension sous forme d'allocation compensatoire à l'exception de 500 veuves environ qui pourront prétendre à 2 ans d'arriérés en moyenne, soit 31,600,000

Ascendants.

Au 1^{er} janvier 1948, il existera 6,200 pensions; on prévoit l'octroi de 1,800 pensions au cours de l'année 1948, ce qui représentera 8,000 pensions se répartissant comme suit :

5,200 pensions à 8,760 francs (art. 32, 1^o et art. 33 de la loi), soit 45,552,000

De begroting van 1948 draagt de last voortvloeiend uit de betaling van achterstallen op de basis van de bij de wet op de vergoedingspensioenen voorziene bedragen.

Basis 40 t.h., gemiddeld 3 jaar, rekening gehouden met de voorschotten :

19,000 pensioenen, art. 10, § 1	76,950,000
36,000 pensioenen, art. 10, § 2	286,920,000

Fr. 902,270,000

Anciënniteitspensioenen :

Bestaande op 31 December 1947 : 2,666 voor een totale som tegen 100 t.h. : 23,110,000 × 2.25 52,000,000

Nieuwe :

Officieren : 100 pensioenen, gemiddeld bedrag 50,000 frank tegen 100 t.h. : 5,000,000 frank.

Onderofficieren : 1,360 pensioenen, gemiddeld bedrag 18,000 frank tegen 100 t.h. : 24,480,000 frank.

Totaal van 29,480,000 frank te betalen gemiddeld gedurende 6 maand.

Bedrag tegen 100 t.h. : 14,740,000 frank, vermenigvuldigd met 2.25 33,165,000

Fr. 987,435,000

Art. 145. — Pensioenen, renten aan weduwen, wezen en ascendenten van de verschillende categoriën recht hebbenden, opgesomd bij artikelen 21 en volgende van de wet van 26 Augustus 1947 op de vergoedingspensioenen (*met inbegrip van de achterstallen over het tijdperk vóór 1 Januari 1948*).

Kredieten aangevraagd voor 1948	fr. 579,073,000
Kredieten verleend voor 1947	145,000,000
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946	70,000,000

Weduwen en wezen.

Op 1 Januari 1948, zullen er 10,000 pensioenen bestaan. Wordt voorzien de toekenning van 4,000 nieuwe pensioenen, hetwelk, voor 1948 een last vertegenwoordigt van 14,000 pensioenen tegen een gemiddeld bedrag van 31,592 frank, zegge fr. 442,288,000

Er worden geen achterstallen voorzien, omdat bewuste weduwen en wezen vroeger het pensioen genoten hebben onder vorm van compensatietoelagen, met uitsluiting echter van ongeveer 500 weduwen die gemiddeld op 2 jaar achterstallen recht hebben, zegge 31,600,000

Ascendenten.

Op 1 Januari 1948, zullen er 6,200 pensioenen bestaan. Wordt voorzien de toekenning van 1,800 pensioenen in de loop van het jaar 1948, hetgeen 8,000 pensioenen als volgt onderverdeeld vertegenwoordigt :

5,200 pensioenen tegen 8,760 frank (art. 32, 1^o en art. 33 der wet), zegge 45,552,000

1,300 pensions à 2,920 francs (art. 32, 1 ^{re}), soit	3,796,000
1,200 pensions à 4,380 francs (art. 32, 2 ^o et art. 33), soit	5,256,000
300 pensions à 1,460 francs (art. 32, 2 ^o), soit	438,000

De ces 1,800 pensions nouvelles on peut estimer que 900 devront comporter un arriéré de 4 ans, se répartissant comme suit :

576 pensions au taux de 29,480 francs	16,970,480
144 pensions au taux de 9,826 francs	1,414,944
144 pensions au taux de 14,740 francs	2,122,560
36 pensions au taux de 4,913 francs	176,868

Des 6,200 pensions existant au 1^{er} janvier 1948, on peut estimer que 50 % des titulaires auront touché les allocations compensatoires; il reste donc à prévoir que 3,100 pensionnés devront toucher des arriérés résultant de la différence du taux actuel avec le taux ancien et portant sur 4 années. Ils se répartissent comme suit :

2,000 pensions au taux moyen de 11,547 francs	23,094,000
480 pensions au taux moyen de 6,626 francs	3,080,480
500 pensions au taux moyen de 5,773 francs	2,886,500
120 pensions au taux moyen de 3,313 francs	397,560

Fr. 579,073,392

Arrondi à . fr. 579,073,000

Art. 146. — Indemnité mensuelle d'attente égale à 20 % (maximum de 500 francs) de la mensualité globale (maximum de 5,250 francs) aux titulaires d'une pension militaire d'ancienneté dans laquelle entre un élément dérivant de la guerre 1940-1945.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	4,000,000
Crédits alloués pour 1947	—

Même justification qu'à l'article 113.

Art. 7-3 (de 1947). — Allocations-secours accordées pour 1947 aux grands invalides de la guerre de 1940 dont les droits à la pension d'invalidité ont été reconnus.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	—
Crédits alloués pour 1947	12,000,000
Dépenses probables pour 1946	8,501,230

Suppression du crédit par suite de l'application de la loi sur les pensions de réparation. Ces subventions sont désormais comprises dans les pensions.

Art. 147. — Secours tenant lieu de pension à certaines veuves de militaires ou de civils visés à l'article 2 de la loi du 26 août 1947 sur les pensions de réparation, dont le mariage a été contracté postérieurement au fait dom-

1,300 pensioenen tegen 2,920 frank (art. 32, 1 ^o), zegge	3,796,000
1,200 pensioenen tegen 4,380 frank (art. 32, 2 ^o en art. 33), zegge	5,256,000
300 pensioenen tegen 1,460 frank (art. 32, 2 ^o), zegge	438,000

Van deze 1,800 nieuwe pensioenen mag ondersteld worden dat er 900 een achterstal van 4 jaar inhouden, als volgt onderverdeeld :

576 pensioenen tegen 29,480 frank	16,970,480
144 pensioenen tegen 9,826 frank	1,414,944
144 pensioenen tegen 14,740 frank	2,122,560
36 pensioenen tegen 4,913 frank	176,868

Van de 6,200 pensioenen bestaande op 1 Januari 1948, mag ondersteld worden dat 50 t.h. der titularissen de compensatietoelagen ontvangen hebben, blijft dus 3,100 pensioenen ontvangen hebben, blijft dus 3,100 gepensioneerden, die dus achterstallen moeten ontvangen vertegenwoordigend het verschil tussen het huidige en het vroeger bedrag lopend over 4 jaar, als volgt onderverdeeld :

2,000 pensioenen tegen gemiddeld 11,547 fr.	23,094,000
480 pensioenen tegen gemiddeld 6,626 fr.	3,080,480
500 pensioenen tegen gemiddeld 5,773 fr.	2,886,500
120 pensioenen tegen gemiddeld 3,313 fr.	397,560

Fr. 579,073,392

Afgerond op . fr. 579,079,000

Art. 146. — Maandelijks wachtvergoeding gelijk aan 20 t.h. (maximum van 500 frank) van het globaal maandelijks bedrag (maximum van 5,250 frank) aan de titularissen van een uit de oorlog 1940-1945 voortkomend element bevattend militair anciënniteitspensioen.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	4,000,000
Kredieten verleend voor 1947	—

Zelfde verantwoording als voor artikel 113.

Art. 7-3 (van 1947). — Steuntoelagen voor 1947 verleend aan de militaire grootinvaliden van de oorlog 1940, wier rechten op het invaliditeitspensioen werden erkend.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	—
Kredieten verleend voor 1947	12,000,000
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946	8,501,230

Krediet geschrapt, bijgevolge de toepassing van de wet op de vergoedingspensioenen. Deze toelagen zijn thans in de pensioenen inbegrepen.

Art. 147. — Als pensioen geldend hulpgeld aan sommige weduwen van bij artikel 2 der wet van 26 Augustus 1947 op de vergoedingspensioenen bedoelde militairen of burgers, wier huwelijk gesloten werd na het schade-

mageable dû à la guerre de 1940-1945 et qui a entraîné le décès de leur mari, pour autant que ce mariage ait été contracté moins de six mois après la rentrée du militaire dans ses foyers ou la libération du détenu et qu'il puisse être établi : 1° soit qu'il y avait promesse de mariage avant le fait dommageable; 2° soit qu'un enfant légitime du défunt est né moins d'un an après la célébration du mariage et est en vie au moment de l'attribution du secours.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	355,000
Crédits alloués pour 1947	200,000

Les veuves ont à l'heure actuelle demandé ce secours.
Le taux moyen en est de 14,400 francs, soit . fr. 86,400

Il faut prévoir un an d'arriérés à leur payer . 86,400

En estimant les nouvelles requérantes à 6, il faut encore ajouter, compte tenu d'un an d'arriérés, 6 × 28,800 francs, soit 172,800

Fr. 345,600

Le crédit demandé pour 1948 a été porté à la hauteur des besoins présumés tant pour ce qui concerne l'annuité afférente à l'année 1948 que pour les arriérés. Cette rubrique a figuré pour la première fois au budget de l'exercice 1947 et jusqu'ici aucune somme n'a encore été liquidée, les dossiers n'ayant pu être mis au point antérieurement.

Art. 148. — Subventions à verser au Fonds de Dotation pour les pensions de la guerre, les majorations de rente de vieillesse et de veuve et les allocations d'orphelins pour le service des pensions, rentes et allocations autres que celles dont le financement est mis à sa charge par l'article 2, § A, de l'arrêté royal, n° 16, du 22 juillet 1939.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	149,000,000
Crédits alloués pour 1947	105,000,000
Dépenses probables pour 1946	50,000,000

Suivant prévisions de la Caisse Nationale des Pensions de la Guerre; charge des pensions et allocations à des victimes civiles de la guerre de 1940, à payer en exécution de l'arrêté du 20 septembre 1940 (44 tranches de partie mobile), y compris 40,000,000 de francs pour arriérés.

Art. 8 (de 1947). — Frais des Commissions des pensions militaires :

Frais des Commissions instituées par l'article 67 des lois coordonnées sur les pensions militaires de la Commission particulière prévue par l'article 4 de la loi du 13 mai 1929 accordant des majorations spéciales de pensions aux grands invalides de guerre; de la Commission

lijk feit dat aan de oorlog 1940-1945 te wijten is en het overlijden van hun echtgenoot veroorzaakt heeft, voor zover dit huwelijk gesloten werd binnen de zes maanden na de terugkeer van de militair in zijne haardstede of de bevrijding van de gevangene en er kan bewezen worden : 1° hetzij dat er huwelijksbelofte bestond vóór het schadelijk feit; 2° hetzij dat er een wettig kind van de overledene geboren is binnen het jaar na het sluiten van het huwelijk en nog in leven is op het ogenblik waarop het hulpgeld wordt toegekend.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	355,000
Kredieten verleend voor 1947	200,000

De weduwen hebben thans dit hulpgeld aangevraagd. Het gemiddeld bedrag ervan beloopt 14,400 frank, zegge fr. 86,400

Er dient voorzien dat hun één jaar achterstal toekomt 86,400

Als men de nieuwe aanvraagsters op 6 raamt, dient hier nog aan toegevoegd, met inachtneming van één jaar achterstal, 6 × 28,800 frank, zegge 172,800

Fr. 345,600

Het voor 1948 gevraagde krediet werd in verband gebracht met de vermoedelijke behoeften, zowel waar het gaat om de annuïteit betreffende het jaar 1948 als om de achterstallen. Deze rubriek kwam voor de eerste maal voor in de begroting van dienstjaar 1947 en tot nog toe, werd geen enkele som vereffend, daar de dossiers nog niet konden gereed gemaakt worden.

Art. 148. — Subsidiën aan het Dotatiefonds voor oorlogspensioenen, ouderdoms- en weduwerenttoeslagen en wezentoelagen te storten voor de dienst der pensioenen, renten en toelagen andere dan die waarvan de financiering bij artikel 2, § A, van het koninklijk besluit, n° 16, van 22 Juli 1939 te zijne laste werden gesteld.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	149,000,000
Kredieten verleend voor 1947	105,000,000
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946	50,000,000

Volgens ramingen van de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen; last der pensioenen en toelagen aan de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940, te betalen ter voldoening aan het besluit van 20 September 1940 (44 reeksen glijdende bijslag), met inbegrip van 40,000,000 frank voor achterstallen.

Art. 8 (van 1947). — Kosten van de Commissies voor militaire pensioenen :

Kosten van de Commissies ingesteld bij artikel 67 van de samengeschakelde wetten op de militaire pensioenen; van de bijzondere commissie voorzien bij artikel 4 der wet van 13 Mei 1929, waarbij bijzondere pensioensverhogingen aan de grote invaliden van de oorlog worden

particulière instituée en vertu du paragraphe C de l'article premier de la loi du 21 juillet 1930 accordant une majoration de pension de 50 % à certaines catégories d'invalides de guerre; de la Commission médico-légale. Frais de transport des militaires et assimilés ou de leurs ayants-droit appelés devant les Commissions de pension. Frais du collège d'experts médicaux prévu par la loi du 2 novembre 1938.

Frais des Commissions de pensions de réparation chargées d'examiner le droit aux pensions et allocations découlant de la guerre de 1940-1945.

Frais résultant de l'exécution des lois de revision des pensions. Indemnités.

Crédits sollicités pour 1948 . . . fr.	—
Crédits alloués pour 1947	9,005,000
Dépenses probables pour 1946	—

Article supprimé.

Les crédits afférents aux frais des Commissions des pensions militaires ont été transférés au titre du Ministère du Budget, ces frais ayant un caractère de dépenses d'administration.

verleend; van de bijzondere commissie, ingesteld krachtens paragraaf C, artikel één, der wet van 21 Juli 1930, waarbij 50 t.h. pensioensverhoging aan zekere categorieën van oorlogsinvaliden wordt verleend; van de commissie voor gerechtelijke geneeskunde. Kosten voor vervoer van de militairen en gelijkgestelden of van hun rechthebbenden die voor de pensioencommissies worden opgeroepen. Kosten van het college van geneeskundige experten, voorzien bij de wet van 2 November 1938.

Kosten van de Commissies voor vergoedingspensioenen, belast met het onderzoek van het recht op de uit de oorlog 1940-1945 voortspruitende pensioenen en toelagen.

Kosten voortvloeiend uit de uitvoering van de wetten op de herziening van de pensioenen. Vergoedingen.

Kredieten aangevraagd voor 1948 . fr.	—
Kredieten verleend voor 1947	9,005,000
Waarschijnlijke uitgaven voor 1946.	—

Geschrappt artikel.

De kredieten betrekking hebbende op de kosten van de Commissies voor militaire pensioenen werden naar de titel van het Ministerie van Begroting overgedragen, daar deze kosten als bestuursuitgaven kunnen beschouwd worden.